

M E N T I O N

Dénomination / Raison sociale de la Société : Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat
Luxembourg

Siège social : 1 place de Metz L-2954 Luxembourg

Numéro d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés : B30775

Les comptes annuels au 31 décembre 2010
ont été enregistrés et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT
LUXEMBOURG**

Siège Central:
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856) et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)

Comptes annuels audités 2010

TABLE DES MATIERES

PAGES

DECLARATION SUR LA CONFORMITE DES ETATS FINANCIERS.....	4
RAPPORT DE GESTION.....	6
RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGREE	19
COMPTES ANNUELS AUDITES.....	22
Bilan au 31 décembre 2010.....	23
Compte de résultat au 31 décembre 2010	25
Etat du résultat global au 31 décembre 2010	26
Tableau de variation des capitaux propres au 31 décembre 2010	27
Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2010	28
NOTES AUX COMPTES ANNUELS	31
1 INFORMATION GENERALE.....	32
2 PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS	32
2.1 Respect des principes comptables.....	32
2.2 Transactions en monnaies étrangères	34
2.3 Opérations bancaires.....	35
2.4 Tableau des flux de trésorerie	40
3 INFORMATIONS SUR LES REGLES COMPTABLES APPLIQUEES AUX RUBRIQUES DU BILAN	41
3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales	41
3.2 Les instruments financiers	41
3.3 Immobilisations corporelles.....	49
3.4 Immobilisations incorporelles	51
3.5 Les contrats de location	51
3.6 Avantages au personnel	51
3.7 Provisions	53
3.8 Impôts différés	54
4 NOTES AU BILAN.....	55
4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales	55
4.2 Instruments financiers.....	55
4.3 Parts dans les entreprises associées et dans les filiales	58
4.4 Titres détenus jusqu'à échéance	58
4.5 Titres nantis dans le cadre d'opérations de cession-rétrocession.....	59
4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles.....	59
4.7 Instruments dérivés.....	59
4.8 Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit	61
4.9 Prêts et avances au coût amorti – Clientèle	61

4.10	Immobilisations corporelles à usage propre	63
4.11	Immobilisations incorporelles	64
4.12	Immobilisations corporelles de placement.....	65
4.13	Autres actifs.....	66
4.14	Impôts : Actifs et passifs d'impôts	66
4.15	Emissions de titres.....	68
4.16	Dépôts évalués au coût amorti – Etablissements de crédit	69
4.17	Dépôts évalués au coût amorti – Clientèle privée et secteur public.....	70
4.18	Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies.....	70
4.19	Provisions	71
4.20	Autres passifs.....	72
4.21	Transactions avec les parties liées	73
4.22	Honoraires du réviseur d'entreprises agréé.....	74
4.23	Eléments de hors bilan.....	75
5	NOTES AU COMPTE DE RESULTAT	76
5.1	Résultat d'intérêts	76
5.2	Revenus de valeurs mobilières	76
5.3	Commissions	77
5.4	Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	77
5.5	Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction.....	77
5.6	Résultat net sur opérations de couverture	78
5.7	Autres résultats nets d'exploitation.....	78
5.8	Frais de personnel	78
5.9	Autres frais généraux administratifs	79
5.10	Corrections de valeur sur immobilisations corporelles.....	79
5.11	Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles.....	79
5.12	Corrections de valeur sur immeubles de placement.....	80
5.13	Corrections de valeur sur risques de crédit individuels et collectifs	80
5.14	Dotations aux provisions	81
5.15	Charge d'impôt.....	81
6	GESTION DES RISQUES FINANCIERS	82
6.1	Règles générales de gestion des risques financiers	82
6.2	Exposition aux risques de crédit	86
6.3	Risque de marché.....	96
6.4	Risque de liquidité.....	105
6.5	Le capital économique	107

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

**DECLARATION SUR LA CONFORMITE
DES ETATS FINANCIERS**

31 décembre 2010

Luxembourg, le 16 mars 2011

Concerne : **Déclaration sur la conformité des états financiers et du rapport de gestion conformément aux dispositions de l'article 3 de la « Loi Transparence »**

Par la présente, nous vous informons qu'à notre connaissance les comptes annuels au 31 décembre 2010 de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, établis conformément au corps de normes comptables applicable, donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des résultats, et que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution, les résultats et la situation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Pour le Comité de direction

Michel Birel
Directeur Général adjoint

Jean-Claude Finck
Directeur Général

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

RAPPORT DE GESTION
31 décembre 2010

RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE

La reprise de l'activité économique mondiale s'est poursuivie en 2010 mais reste dans l'ensemble fragile. L'Europe sort plus lentement de la récession que les pays émergents et les Etats-Unis en raison de la vague des consolidations budgétaires qu'elle s'impose.

L'économie luxembourgeoise a connu une reprise modérée au courant de l'année 2010. Les mesures fiscales décidées par le gouvernement devraient permettre d'assainir les finances publiques et ainsi favoriser une reprise économique durable dans le temps.

Le climat sur les marchés financiers reste volatil et les incertitudes demeurent quant à la santé économique des pays périphériques de la zone euro, eu égard notamment au risque de défaut souverain. Ces inquiétudes sont susceptibles de continuer à perturber l'environnement économique et financier.

Dans ce contexte, la BCEE affiche un résultat net en progression de 10,3% à 185,0 millions d'euros. Ce bénéfice a été généré grâce au dynamisme de l'ensemble des activités de la Banque et à la prudence en matière de politique d'investissement.

Le résultat sur marge d'intérêts a diminué de 10,3% en raison de conditions de transformation d'échéances moins favorables.

Le résultat sur commissions a augmenté de 2,2% en raison du bon développement des activités bancaires classiques avec la clientèle non bancaire dans le domaine des crédits et des paiements.

L'ensemble des coûts, qui englobe les frais généraux et les corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles, est en diminution de 0,4%.

Le plan d'investissement dans les grands projets stratégiques commerciaux, réglementaires et de gestion des risques a été maintenu à un niveau élevé tout au long de l'exercice 2010.

Sur le plan commercial, la BCEE a poursuivi son projet de grande envergure débuté en 2009 sur la refonte de ses applications informatiques en matière de gestion des opérations sur titres de la clientèle. Ce projet, qui se terminera dans le courant de l'année 2011, permettra à la Banque de proposer à ses clients une qualité de services correspondant aux standards les plus élevés du marché.

La Banque a opté pour un reporting de ses activités en trois segments: Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public; Banque des Marchés et des Fonds d'Investissement; et Autres. Ces trois segments sont présentés en détail sur les pages suivantes.

Dynamique soutenue des métiers commerciaux

Particuliers et Professionnels

Il s'agit de la clientèle traditionnelle de la BCEE dont le développement est particulièrement encourageant. Des investissements importants visant à améliorer continuellement la qualité de la relation avec cette clientèle ont été réalisés.

Tout d'abord, la Banque a finalisé la restructuration de son réseau des agences avec hiérarchisation des différents sites suivant son programme stratégique. La nouvelle organisation autour des Centres Financiers a fait ses preuves tout au long de l'année. Sur les 14 sites distincts, la BCEE offre la gamme complète de services bancaires classiques. Par ailleurs, ces sites disposent d'entités spécialisées dans le Private Banking et dans le conseil aux petites et moyennes entreprises. Cette structure décentralisée permet d'augmenter la disponibilité, de réduire les délais d'attente décisionnels et de limiter les déplacements de la clientèle.

L'offre personnalisée de services via le réseau des agences est complétée par l'offre de services bancaires électroniques à la pointe du progrès et constamment mise à jour. La BCEE compte désormais plus de 145.000 conventions S-net, ce qui confirme sa position incontestée de leader sur le marché des services bancaires électroniques au Luxembourg.

La Banque a connu une progression dynamique de ses encours de financements, en particulier dans le domaine du logement avec une progression des encours des prêts au logement de 10,7%. Elle a continué à promouvoir la gamme des « EcoPrêts » visant à sensibiliser la clientèle à l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

La collecte de l'épargne a fortement augmenté. En effet, les conditions difficiles sur les marchés financiers incitent les clients à rechercher la sécurité. Les encours sur comptes à terme ont en revanche continué à diminuer en raison du manque d'attractivité du produit suite à la diminution des taux sur les marchés monétaires.

La Banque a émis plusieurs produits structurés à capital garanti et a continué à élargir son offre de fonds d'investissement par le lancement d'un nouveau compartiment de la sicav LUX-EQUITY investissant dans les entreprises contribuant à la protection de l'environnement ainsi que d'un nouveau compartiment de la sicav LUX-PROTECT visant à réaliser des revenus stables à moyen et long terme.

Afin de souligner sa présence commerciale sur le marché et en vue de fidéliser sa clientèle, la Banque a lancé, ensemble avec ses partenaires Luxair, Miles & More et Mastercard, des cartes de crédit permettant de collecter des Miles lors de l'utilisation de la carte de crédit.

Entreprises et Secteur Public

La BCEE a réalisé une croissance dynamique de ses activités dans le domaine très compétitif de la Banque des Entreprises et du Secteur Public. La qualité de son service et le dynamisme de ses équipes ont permis le maintien à haut niveau des encours.

La Banque dispose d'équipes de conseillers PME au sein de chaque Centre Financier et a proposé des conférences sur divers sujets d'actualité à l'attention de la clientèle professionnelle dans le cadre de ses actions de responsabilité sociale de l'entreprise.

Progression des revenus de la « Banque des Marchés et des Fonds d'Investissement »

Banque des Marchés

Le début de l'année 2009 avait été marqué par des conditions exceptionnellement favorables pour les activités sur produits de taux d'intérêt. L'année 2010 pâtit de cet effet de base mais les revenus restent satisfaisants.

En revanche, le coût du risque a pu être sensiblement réduit par rapport à l'année dernière ce qui a permis d'afficher des résultats en progression.

Administration et Gestion des Fonds d'Investissement

Les revenus du métier progressent par rapport à 2009 suite à l'augmentation de l'activité sur administration et gestion OPC in-house et la croissance des revenus sur transactions et conservation de titres.

La BCEE offre aux promoteurs externes, notamment aux véhicules les plus complexes tels que les fonds « Private Equity » et les « Hedge Funds », une large gamme de services.

Politique de gestion des risques

L'amélioration des méthodes de gestion des risques de crédit reste au centre des préoccupations de la Banque. Suite à l'accord trouvé par le Comité de Bâle sur le renforcement des fonds propres des banques dans le cadre de la réforme bancaire de Bâle III, la BCEE a débuté les travaux préparatoires à sa mise en place en plusieurs étapes qui s'enchaîneront jusqu'en 2019.

En juillet, la BCEE a participé à l'exercice « EU-wide stress testing » visant à tester la résistance d'un échantillon de banques systémiques en Europe. Les résultats ont fait apparaître que la Banque jouit d'une bonne santé capitalistique et dispose de la robustesse nécessaire pour absorber les chocs des marchés en cas de crise économique.

L'année 2010 a également été marquée par les travaux découlant des exigences réglementaires formulées par les circulaires :

- CSSF 10/450 « Modification des circulaires CSSF 06/273 (en matière de notification des grands risques et en ce qui concerne le plancher des exigences de fonds propres prévu aux points 3,4,7 et 8 de la partie XX) et CSSF 08/381 » ;

- CSSF 10/475 « Modifications de la circulaire CSSF 06/273 telle qu'amendée portant définition de ratios de fonds propres en application de l'article 56 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ».

De manière générale, la politique de gestion des risques inhérents aux différents métiers est axée sur les principes suivants :

- assurer la maîtrise des risques liés aux transactions et portefeuilles de la Banque;
- faciliter la prise de décision lors de la conclusion de nouvelles opérations et permettre une rémunération adéquate en fonction des risques identifiés;
- maintenir un équilibre adéquat des différents portefeuilles d'activités;
- assurer la pérennité de la Banque.

Le présent chapitre est subdivisé en quatre grandes catégories de risque: risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.

Risque de contrepartie

Dans le domaine des crédits à l'économie nationale, les décisions sont prises au sein de différents comités de crédit, hiérarchisés en fonction de l'encours global du client. Les prêts hypothécaires au logement représentent plus de la moitié du portefeuille. Le risque de crédit est alors couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixé des procédures adéquates pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des engagements par secteur et par contrepartie. Grâce à son système de notations internes, la Banque est en mesure d'effectuer un suivi continu du risque par portefeuilles agrégés.

La plupart des contreparties du portefeuille international sont des établissements bancaires et financiers. L'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios de rentabilité, de solvabilité et de liquidité pour apprécier la solidité financière de la contrepartie, tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management et le rating externe. En 2010, la Banque a poursuivi sa politique prudente d'investissement. Celle-ci s'est traduite notamment:

- par une forte proportion d'investissements en titres de type « Covered Bonds », qui présentent une sécurité d'investissement accrue par rapport à des obligations de type « senior »;
- une concentration des investissements en éléments de dette bénéficiant de garanties par ailleurs, notamment de la part de l'Union Européenne ou de certains de ses pays-membres;
- par une prise en considération de la capacité de refinancement des titres acquis, soit au niveau de l'éligibilité auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL), soit sur le marché des opérations de mise et prise en pension.

En ce qui concerne les engagements internationaux sur des entités non financières, la priorité absolue est accordée aux contreparties classées au minimum « Investment Grade » dans des pays de l'OCDE.

Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA (« International Swaps and Derivatives Association Inc. ») qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est dotée d'un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (« Credit Support Annex ») des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil. Fin 2010, environ 90% du volume des opérations sur produits dérivés a été réalisé dans le contexte d'un contrat ISDA-CSA.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie et aux opérations de négociation (« trading »).

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (« Asset Liability Management »), qui, d'une part, assure l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés et, d'autre part, assure le refinancement des portefeuilles des crédits ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de Département.

Toutes les autres composantes du risque de marché, comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du « trading » en instruments du bilan et du hors bilan, sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système « front-office » et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Le Comité de direction est informé régulièrement par une unité indépendante de la salle des marchés du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus.

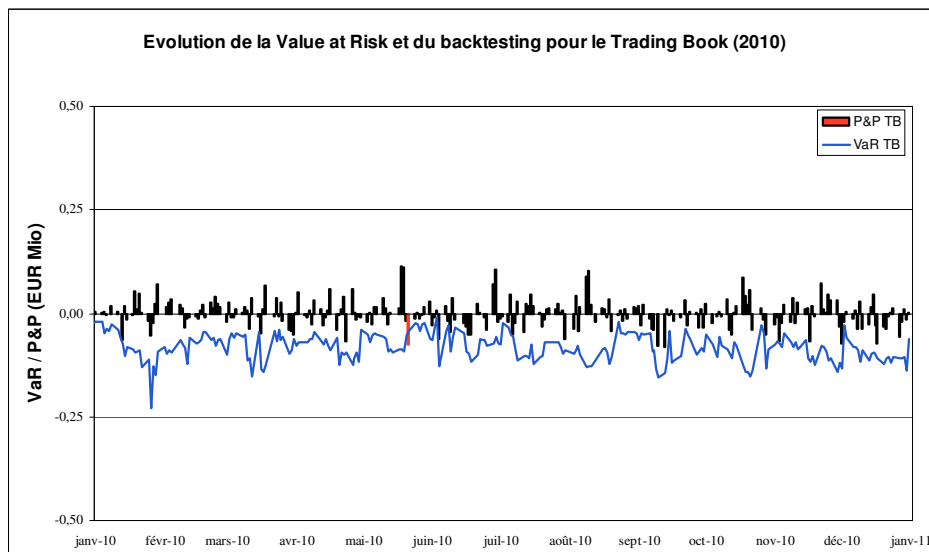
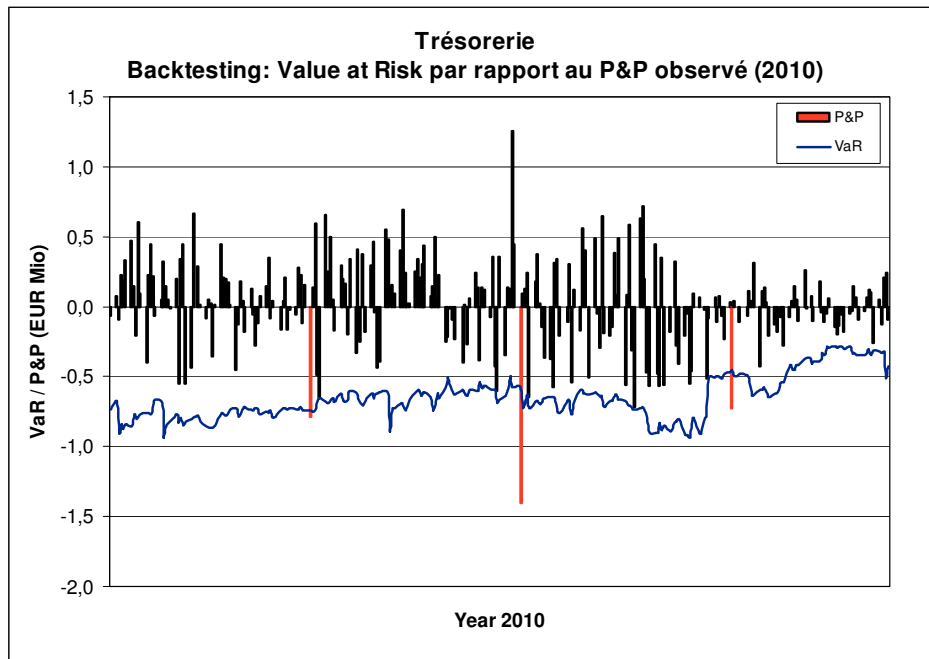
Les niveaux de risque sont principalement, mais non exclusivement, surveillés moyennant l'indicateur linéaire « Value at Risk » (VaR). La Banque calcule la VaR sur base de la méthodologie dite de simulation historique. Les activités de « trading » et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

Sur une base journalière, la VaR est évaluée pour l'ensemble des portefeuilles à risque de marché (« trading », trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est

faite pour une période d'un jour avec un seuil de confiance de 99%. Les séries temporelles couvrent une année entière, ce qui correspond pour l'année 2010 à un total de 254 observations.

L'efficacité des calculs de VaR est contrôlée de manière ex-post dans le cadre d'un « back-testing » pour lequel les prédictions faites par la VaR sont comparées aux variations de valeur effectivement constatées. Le premier graphique montre l'évolution de la VaR et du « back-testing » pour la Trésorerie de la Banque durant l'année 2010. En moyenne, la VaR était de 0,65 million d'euros. Pour le seul portefeuille de « trading », la VaR était de 81.500 euros en moyenne au courant de 2010.

Le résultat négatif de la Trésorerie ne devrait pas dépasser le montant de la VaR en moyenne plus d'un jour sur cent. Pour l'année 2010, nous avons observé 3 dépassements de la VaR pour la Trésorerie.



En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et des ordres « stop-loss ».

Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. Ce suivi inclut à la fois un rapprochement très détaillé des flux entrants et sortants sur une échéance de six mois au niveau de la trésorerie ainsi qu'une vue à moyen et long terme des besoins structurels de financement. La Banque a réalisé en 2010 le stress-test exigé par la circulaire CSSF 09/403, qui a montré qu'elle serait capable, du fait des actifs liquides qu'elle détient, de faire face à une situation inattendue de retraits massifs sur une durée prolongée.

Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement Euro Commercial Paper (ECP), US Commercial Paper (USCP) et Euro Medium Term Notes (EMTN) qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de grande qualité (rating moyen de AA-) permet à la Banque un refinancement à la fois auprès de la Banque centrale européenne et dans le marché de la mise en pension de titres.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit « intraday » et « overnight » auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque vise à disposer en permanence d'un portefeuille d'un minimum de 4 milliards d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL. En 2010, le volume du portefeuille d'actifs éligibles au refinancement auprès de la BCL ou mobilisable dans le marché interbancaire a dépassé en permanence le volume de 10 milliards d'euro.

En 2009, la Banque est par ailleurs devenue membre indirect du système de règlement des transactions de change CLS¹. L'année 2010 a été la première année où le règlement des opérations de change via

¹ Continuous-Linked Settlement

CLS a été opérationnel à large échelle. Environ 80% des opérations de change sont aujourd'hui réglées via CLS. La participation à ce système élimine pratiquement le risque de contrepartie (« settlement risk ») lié aux opérations de change par le principe du « Payment-versus-Payment » et elle réduit le risque de liquidité de la Banque du fait de l'application d'un netting entre transactions, ce qui réduit considérablement les volumes transférés pour les transactions en question.

Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadéquates ou défectueuses, d'erreurs humaines ou informatiques ou d'événements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

Dans le but de centraliser la gestion du risque opérationnel, la Banque exploite un outil permettant la gestion des incidents internes selon les méthodologies proposées par Bâle II. Ainsi, la Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents qui ont un impact sur le résultat de la Banque et qui sont relatifs à une défaillance humaine ou informatique. Les incidents font par ailleurs l'objet d'une analyse récurrente au niveau d'un certain nombre de comités de la Banque.

La Banque vise à diminuer le risque opérationnel par une amélioration constante des systèmes d'exploitation et des structures organisationnelles.

En ce qui concerne les activités de banque de détail, un suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à éviter d'éventuels incidents. Le service « Compliance » veille au respect de toute réglementation en vigueur par la mise en place de procédures, la formation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et le suivi des réclamations de la clientèle.

Le service « Organisation » est en charge de la coordination des grands projets informatiques de la Banque avec comme objectif d'assurer le « change management » et d'éviter les risques opérationnels inhérents à ces projets. Au-delà, sa mission consiste à veiller à la sécurité physique et informatique de la Banque, avec la coordination des plans « Disaster Recovery Plan » (DRP) et « Business Continuity Plan » (BCP) qui servent à assurer la continuité des services de la Banque en cas de sinistre majeur.

Dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information, une attention toute particulière est accordée en permanence à la protection des informations relatives aux clients. Les considérations de sécurité font partie intégrante de tous les projets informatiques et la Banque fait régulièrement appel à des audits de sécurité dédiés pour confirmer le niveau de sécurité atteint.

Finalement, la Banque dispose de polices d'assurance pour se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent les principaux domaines d'activité. Une partie de ces risques est prise en charge par la société de réassurance BCEE-Ré.

Risque financier et comptabilité de couverture

Les comptes annuels sont préparés en conformité avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg pour les établissements de crédit. A l'exception des principes comptables relatifs à la comptabilisation de la provision « AGDL » (Association pour la Garantie des Dépôts à Luxembourg), de la provision forfaitaire et des postes spéciaux avec une quote-part de réserves, les comptes annuels sont basés sur les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne.

La Banque a recours aux instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix fixe (indices boursiers, prix d'actions). Les instruments dérivés couramment utilisés sont les « Interest rate swaps » (IRS) et les « Cross currency interest rate swaps » (CIRS) dans le cadre d'opérations de couverture standard « Plain Vanilla ». Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente et contenant des dérivés incorporés (« Embedded derivatives ») par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner certains instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par la norme IAS 39.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.

La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- Préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée ;
- La couverture débute avec la désignation de l'instrument financier dérivé de couverture et se termine, soit à la décomptabilisation de l'instrument couvert, soit si l'efficacité de la couverture n'est plus donnée ;
- Efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur respectivement de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéance, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par la Banque pour l'opération en question ;
- Efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.

Les opérations de couverture effectuées par la Banque sont hautement efficaces.

Gestion et suivi des risques inhérents à l'établissement de l'information financière

La Banque s'est dotée des procédures et systèmes de contrôle nécessaires à l'établissement et au suivi de l'information financière. Afin d'assurer la qualité et de l'exhaustivité de l'information financière, la Banque procède quotidiennement à un suivi des mouvements sur comptes internes, surveille les principales composantes de son compte de résultat, comme la marge d'intérêt, les commissions, les frais généraux et vérifie l'exhaustivité des informations reçues des différentes applications informatiques qui se trouvent en amont du système d'information comptable. Mensuellement, la Banque procède à des réconciliations des soldes sur comptes d'attente, sur comptes de proratisation des intérêts et autres.

De même, un bilan journalier est établi afin de permettre à diverses entités de la Banque, notamment la salle des marchés, de procéder à un suivi de l'impact de leurs opérations contractées.

Pour certaines tâches d'évaluation, tels que les cours des positions titres détenues en portefeuille propre ou la détermination des corrections de valeur sur actifs, une collaboration étroite entre les équipes comptables et les services de gestion des risques a été définie.

Au delà des contrôles purement comptables, la Banque assure un suivi régulier de la rentabilité commerciale par client, par produit et par métier. Le Comité de direction prend connaissance des performances des différents métiers de la Banque via un « Management Information System ». De même, il analyse et valide sur base mensuelle la situation financière ainsi que le suivi du budget des dépenses.

Progression dynamique du résultat dans un contexte de reprise économique hésitant

Les résultats financiers de la Banque au 31 décembre 2010 sont en progression par rapport à ceux affichés pour l'exercice 2009.

Le produit bancaire s'élève à 524,2 millions d'euros fin 2010.

La marge nette d'intérêt est en diminution de 10,3% en raison de la réduction de l'activité d'intermédiation suite à la crise financière et de conditions de transformation d'échéances moins favorables sur les opérations de marchés. Toutefois, le dynamisme des activités de crédits et de collecte de dépôts ainsi que les résultats satisfaisants des activités de marchés permettent de maintenir la marge à un niveau confortable.

Le résultat sur commissions est en hausse de 2,2%, hausse principalement liée au bon développement des activités bancaires « classiques » de la clientèle non bancaire dans le domaine des crédits et des paiements.

Les revenus de valeurs mobilières à revenu variable ont augmenté de 19,4% en raison de la hausse des revenus de parts dans des entreprises liées.

Le résultat sur instruments financiers passe de 16,3 millions d'euros fin 2009 à 5,2 millions d'euros au 31 décembre 2010. Par nature plus volatile, cette rubrique inclut le résultat de l'activité négoce de valeurs mobilières et d'instruments dérivés, le résultat de réalisations d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat sur opérations de couverture de juste valeur ainsi que le résultat sur opérations de change. Les

résultats d'évaluation des valeurs mobilières à revenu fixe, qui font partie des actifs financiers disponibles à la vente, dont les prix ont souffert de la crise de confiance généralisée sur les marchés financiers, sont renseignés dans le poste « réserve de réévaluation » des capitaux propres. Il en est de même des résultats d'évaluation relatifs aux valeurs mobilières à revenu variable du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente. La réserve de réévaluation s'élève à 496,2 millions d'euros fin 2010 en régression de 54,4 millions d'euros, soit -9,9%.

Les autres produits et charges d'exploitation sont en hausse par rapport à l'année dernière en passant de 2,6 millions d'euros à 7,8 millions d'euros fin 2010.

Grâce à une politique rigoureuse de maîtrise des coûts, la Banque est parvenue à réduire légèrement ses frais généraux totaux de 0,4%, y inclus les corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles. D'importants projets de « reengineering » et d'automatisation des processus contribuent à améliorer constamment la productivité. Ces éléments ont permis de compenser l'effet de la croissance structurelle des frais de personnel tout en préservant la qualité du service rendu.

Suite à l'amélioration du contexte économique la Banque a pu réaliser des reprises de corrections de valeur nettes pour risques de crédit individuels et collectifs de 8,5 millions d'euros en 2010.

Par contre, compte tenu de l'environnement incertain, la Banque a constitué une provision forfaitaire de 26,5 millions d'euros. La dotation AGDL pour l'exercice 2010 s'élève à 19,5 millions.

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque peut afficher, pour l'exercice 2010, un bénéfice net de 185,0 millions d'euros contre 167,7 millions d'euros un an plus tôt, en hausse de 17,3 millions d'euros ou de 10,3%.

Après distribution d'une partie du bénéfice net à l'Etat luxembourgeois, le résultat restant permet à la Banque de renforcer ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité avec un ratio intégré d'adéquation des fonds propres (sans exigence transitoire additionnelle) au 31 décembre 2010 de 21,6% et un « Tier 1 ratio » de 13,1%. Les fonds propres de base se situent à 1.395,8 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Perspectives pour l'année 2011

Sur le plan international, la crise a fortement impacté les finances publiques et l'emploi en Europe. Les mesures de relance en 2010 ont visé le désendettement public plutôt que l'investissement et la consommation privée. Les indicateurs économiques annoncent la poursuite de la croissance de l'activité à un rythme modéré pour l'année 2011. Les politiques monétaires resteront accommodantes dans un environnement d'excès de capacités et devront prendre en compte les pressions inflationnistes liées à l'évolution du prix des matières premières et des produits alimentaires.

Au Luxembourg, la reprise s'amorce sans que les niveaux du PIB d'avant-crise ne soient atteints pour autant. Les mesures décidées par le Gouvernement fin 2010 devraient permettre d'assainir les finances publiques et ainsi favoriser la stabilité à long terme.

Avec un ratio Tier 1 de 13,1%, la Banque dispose de fonds propres largement suffisants pour répondre aux exigences prévues par la réforme bancaire Bâle III en matière de solvabilité. Par ailleurs, compte tenu de la base des dépôts très solide, le besoin de refinancement par appel au marché obligataire sera très limité en 2011. Ainsi, le programme EMTN servira essentiellement à émettre des produits d'épargne structurés répondant à la demande de la clientèle nationale dans un environnement de taux d'intérêts très bas.

Dans le contexte décrit ci-dessus, la Banque a confiance en sa capacité à pouvoir développer avec succès ses activités conformément aux missions lui confiées par la loi du 24 mars 1989 et en continuité avec les développements du passé.

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2010.

Luxembourg, le 16 mars 2011

Pour le Comité de direction

Michel Birel	Jean-Claude Finck
Directeur Général adjoint	Directeur Général

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE
31 décembre 2010



Rapport d'audit

Au Conseil d'Administration de
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, comprenant le bilan au 31 décembre 2010, le compte de résultat et l'état du résultat global, le tableau de variation des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Comité de Direction et du Conseil d'Administration pour les comptes annuels

L'établissement et la présentation sincère de ces comptes annuels conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, relèvent de la responsabilité du Comité de Direction et font l'objet d'une approbation par le Conseil d'Administration conformément à la loi organique du 24 mars 1989. Le Comité de Direction est également responsable de la mise en place d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le Réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites sous la responsabilité du Comité de Direction et approuvées par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière de Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg au 31 décembre 2010, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité Comité de Direction et fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

PricewaterhouseCoopers S.à r.l.
Représentée par

Luxembourg, 16 mars 2011

Pierre Krier

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

COMPTES ANNUELS AUDITES
31 décembre 2010

Bilan au 31 décembre 2010

ACTIF du Bilan			
	Notes	31/12/2009	31/12/2010
en euros			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	4.1.	618.593.103	1.305.028.308
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	4.8.	7.646.662.526	6.072.632.058
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	4.9.	13.618.971.120	14.072.353.104
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.7.	130.467.088	112.640.654
Instruments dérivés de couverture	4.7.	103.103.272	53.414.065
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	4.2.	11.283.043.418	10.661.088.955
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	4.2.	712.152.526	791.518.490
Titres détenus jusqu'à échéance	4.4.	2.845.872.095	4.373.847.760
Parts dans les entreprises associées et dans les filiales	4.3.	231.599.062	236.304.535
Immobilisations corporelles à usage propre	4.10.	174.308.689	170.973.780
Immobilisations corporelles de placement	4.12.	15.401.895	15.082.810
Immobilisations incorporelles	4.11.	10.297.335	12.935.551
Impôts courants	4.14.	1.145.756	133.215
Impôts différés	4.14.	50.826.817	92.957.608
Autres actifs	4.13.	39.706.108	48.035.566
TOTAL de l'ACTIF		37.482.150.810	38.018.946.459

PASSIF du Bilan			
	Notes	31/12/2009	31/12/2010
en euros			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.16.	4.806.613.761	4.033.535.950
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle privée	4.17.	19.143.045.556	19.059.737.143
Dépôts évalués au coût amorti - Secteur public	4.17.	2.418.651.936	3.924.229.655
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.7.	81.905.268	129.467.863
Instruments dérivés de couverture	4.7.	463.219.908	597.643.299
Emissions de titres	4.15.	7.714.426.298	7.262.252.814
Provisions	4.19.	384.131.724	429.390.536
Autres passifs	4.20.	68.107.323	60.021.928
Impôts courants	4.14.	30.343.674	53.190.604
Fonds de pension	4.18.	8.015.939	1.283.486
Sous-total PASSIF à reporter (avant capitaux propres)		35.118.461.387	35.550.753.276

Bilan au 31 décembre 2010 (suite)

CAPITAUX PROPRES du Bilan			
		31/12/2009	31/12/2010
en euros			
Report sous-total PASSIF avant capitaux propres		35.118.461.387	35.550.753.276
Capital souscrit		173.525.467	173.525.467
Réserve de réévaluation		550.667.663	496.241.016
<i>dont actifs disponibles à la vente</i>		<i>549.554.563</i>	<i>494.070.273</i>
Réserves - Résultats non distribués		1.471.760.879	1.613.387.154
Résultat de l'exercice		167.735.414	185.039.546
Total capitaux propres		2.363.689.423	2.468.193.182
TOTAL du PASSIF y inclus les CAPITAUX PROPRES		37.482.150.810	38.018.946.459

Compte de résultat au 31 décembre 2010

en euros	Notes	31/12/2009	31/12/2010
Résultat d'intérêts	5.1.	420.649.682	377.361.065
Revenu de valeurs mobilières	5.2.	50.284.425	60.050.838
Commissions	5.3.	72.248.824	73.808.242
RESULTAT SUR INTERETS, DIVIDENDES ET COMMISSIONS		543.182.931	511.220.145
Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	5.4.	-2.108.284	1.381.311
Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction	5.5.	20.354.731	-1.951.949
Résultat sur opérations de couverture	5.6.	-6.001.175	1.143.792
Différences de change		4.038.106	4.594.277
Autres produits d'exploitation	5.7.	40.564.148	8.897.217
Autres charges d'exploitation	5.7.	-38.000.610	-1.110.544
PRODUIT BANCAIRE		562.029.847	524.174.248
Frais du personnel	5.8.	-171.946.007	-167.382.510
Autres frais généraux administratifs	5.9.	-61.796.095	-65.207.722
Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	5.10. 5.11 5.12	-25.835.173	-25.964.154
RESULTAT APRES FRAIS GENERAUX		302.452.572	265.619.862
Corrections de valeur nettes sur risques de crédit individuels et collectifs	5.13.	-61.216.547	8.490.270
Dotations aux provisions	5.14.	-42.227.729	-45.521.769
RESULTAT AVANT IMPOTS ET ACTIFS NON COURANTS		199.008.296	228.588.364
Résultat sur actifs non courants et des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente et ne remplissant pas les conditions d'une activité abandonnée		649.319	-
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	5.15.	-24.694.876	-39.575.467
Impôts différés	5.15.	-7.227.325	-3.973.351
RESULTAT DE L'EXERCICE		167.735.414	185.039.546

Etat du résultat global au 31 décembre 2010
en euros

	31/12/2009	31/12/2010
Résultat de l'exercice	167.735.414	185.039.546
Actifs disponibles à la vente	293.791.548	-104.249.474
° <i>Variation des résultats d'évaluation</i>	291.296.789	-103.110.768
° <i>Résultats de vente réalisés via le compte de résultat</i>	2.494.759	-1.138.706
Ecart actuariel sur régime de pension à prestation définie	-44.327.705	5.452.939
Couverture de flux de trésorerie	1.693.024	1.490.053
Impact impôts différés	-57.676.134	42.870.697
Autres éléments du résultat global pour l'exercice - nets d'impôts	193.480.733	-54.435.784
Résultat global total de l'exercice	361.216.147	130.603.762

Tableau de variation des capitaux propres au 31 décembre 2010
en euros

	Capital	Réserves	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2010	173.525.467	1.471.760.879	550.667.663	167.735.414	2.363.689.423
Affectation du résultat 2009	-	167.735.414	-	-167.735.414	-
Résultat net de l'exercice 2010	-	-	-	185.039.546	185.039.546
Distribution pour l'exercice 2009	-	-30.000.000	-	-	-30.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	3.890.861	-	-	3.890.861
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	-55.484.290	-	-55.484.290
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	1.057.645	-	1.057.645
au 31 décembre 2010	173.525.467	1.613.387.154	496.241.018	185.039.546	2.468.193.185

Au cours de l'exercice 2010, la Banque a versé 30.000.000 EUR (35.000.000 EUR en 2009) de son résultat de l'exercice 2009 à l'Etat.

	Capital	Réserves	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2009	173.525.467	1.391.962.852	325.071.866	146.913.090	2.037.473.275
Affectation du résultat 2008	-	146.913.090	-	-146.913.090	-
Résultat net de l'exercice 2009	-	-	-	167.735.414	167.735.414
Distribution pour l'exercice 2008	-	-35.000.000	-	-	-35.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	-32.115.063	-	-	-32.115.063
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	224.386.808	-	224.386.808
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	1.208.989	-	1.208.989
au 31 décembre 2009	173.525.467	1.471.760.879	550.667.663	167.735.414	2.363.689.423

Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2010
en euros

Trésorerie et équivalents de trésorerie	31/12/2009	31/12/2010
en euros		
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	618.593.110	1.305.028.589
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	5.446.108.621	4.096.400.667
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	1.265.516.726	491.433.161
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	288.195	790.752
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	903.627.078	703.357.648
Titres détenus jusqu'à échéance	262.154.494	441.613.705
	8.496.288.223	7.038.624.523

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès de banques centrales ainsi que tous les avoirs venant à échéance endéans 90 jours.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

- Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation des actifs et passifs opérationnels :

	31/12/2009	31/12/2010
Intérêts reçus	1.755.642.251	1.006.891.576
Intérêts payés	-1.304.271.227	-641.002.033
Revenus de valeurs mobilières	50.284.425	60.050.838
Commissions reçues	101.589.208	97.468.916
Commissions payées	-29.340.385	-23.660.674
Autres produits d'exploitation	5.438.561	8.897.217
Impôts courants	-24.694.876	-39.575.467
Frais généraux administratifs	-218.331.438	-226.018.655
Autres charges d'exploitation	-2.875.026	-1.110.544
Sous-total	333.441.493	241.941.173

- Flux de trésorerie provenant des variations d'actifs opérationnels :

Variations nettes	31/12/2009	31/12/2010
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	2.077.824	-1.322.351
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	921.318.666	355.377.234
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	7.279.046	14.075.434
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	155.686.261	227.966.873
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	-2.021.512.353	-1.206.215.982
Instruments dérivés de couverture	-114.563	7.457.156
Autres actifs	33.789.877	-6.418.897
Sous-total	-901.475.242	-609.080.533

- Flux de trésorerie provenant des variations des passifs opérationnels :

Variations nettes	31/12/2009	31/12/2010
Titres détenus à des fins de transaction - Ventes à découvert	289.321	-122.776
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	1.000.462.834	-809.783.134
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	-2.684.439.808	1.458.942.962
Instruments dérivés de couverture	-516.450	9.162.362
Autres passifs	-231.857.632	-5.375.881
Emissions de titres	2.103.585.300	-433.477.426
Sous-total	187.523.565	219.346.107

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-380.510.184	-147.793.252
---	---------------------	---------------------

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

	31/12/2009	31/12/2010
Acquisition de titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	-15.665.954	-1.134.949
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable - Filiales	-1.556.416	-2.427
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable - Sociétés mises en équivalence	1.076.500	-5.103.587
Acquisition / remboursement de titres détenus jusqu'à échéance	-1.261.078.477	-1.336.137.307
Acquisitions/cessions d'actifs incorporels et corporels	25.656.146	-7.486.353
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-1.251.568.201	-1.349.864.622

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

	31/12/2009	31/12/2010
Produits de l'émission de passifs subordonnés	-80.993.593	8.771.425
Distribution du résultat	-35.000.000	-30.000.000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-115.993.593	-21.228.575

Variation nette	-1.748.071.978	-1.518.886.449
------------------------	-----------------------	-----------------------

Variation des comptes de trésorerie et des équivalents de trésorerie

	2009	2010
Situation au 1er janvier	10.702.363.814	8.496.288.223
Variation nette de trésorerie	-1.748.071.978	-1.518.886.449
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-458.003.613	61.222.749
Situation au 31 décembre	8.496.288.223	7.038.624.523

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

NOTES AUX COMPTES ANNUELS
31 décembre 2010

1 INFORMATION GENERALE

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci- après « La Banque »), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est situé 1, place de Metz à L-2954 Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

L'effectif moyen de la Banque pour le courant de l'exercice 2010 était de 1.794 personnes (1.784 personnes en 2009).

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Les comptes annuels ont été approuvés par le Conseil d'Administration dans sa séance du 16 mars 2011.

2 PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS

2.1 Respect des principes comptables

Les comptes annuels pour l'exercice 2010 ont été préparés en conformité avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg pour les établissements de crédit tels que décrits ci-après. A l'exception des principes comptables relatifs à la comptabilisation de la provision « AGDL » (« Association pour la Garantie des Dépôts à Luxembourg »), de la provision forfaitaire et des postes spéciaux avec une quote-part de réserves (ci-après « les provisions prudentielles ») qui sont décrits à la note 3.7 « Provisions », les principes comptables sont basés sur les IFRS tels qu'adoptés par l'Union européenne.

a) Normes nouvelles ou révisées adoptées par la Banque

La Banque n'a pas appliqué, avec effet au 1^{er} janvier 2010, d'adaptations ou de nouvelles normes publiées par le référentiel IFRS.

b) Normes nouvelles ou révisées non adoptées par la Banque

Les normes suivantes, dont l'application est obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2010 ont été jugées comme ayant un impact non matériel sur les comptes annuels. Il s'agit en l'occurrence des normes :

- IFRS 3 (révisée) : « Regroupement d'entreprises »,
- IAS 27 (révisée) : « Etats financiers consolidés et individuels »,
- IAS 28 (révisée) : « Participations dans des entreprises associées »,
- IAS 31 (révisée) : « Participations dans des co-entreprises »,
- IFRIC 17 « Distribution en nature aux actionnaires »,
- IFRS 5 (changement) : « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées »,
- IAS 1 (changement) : « Présentation des états financiers »,
- IFRS 2 (changement) : « Paiement fondé sur des actions ».

c) Normes nouvelles, révisées ou interprétations qui ne sont pas encore d'application et qui n'ont pas été adoptées anticipativement par la Banque :

- IAS 38 (changement) : « Actifs incorporels »,
- IFRS 9 « Classification et évaluation des instruments financiers » (non encore adaptée par l'Union européenne).

Les comptes annuels sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la Banque, suivant le principe de l'enregistrement au coût historique, respectivement au coût amorti, ajusté à la juste valeur pour l'enregistrement des investissements disponibles à la vente, des actifs financiers détenus à des fins de transaction et des instruments dérivés.

Les informations sectorielles requises par l'application de la norme IFRS 8 sont fournies dans la publication des comptes consolidés du groupe.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, désignés comme éléments couverts dans le cadre de couvertures à la juste valeur, doivent être ajustés des variations de juste valeur imputables aux risques qui sont couverts.

2.2 Transactions en monnaies étrangères

Les effets des variations des cours des monnaies étrangères sur les postes essentiels du compte de résultat sont exposés ci-dessous. La monnaie fonctionnelle de la BCEE est l'euro (« EUR »).

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date de transaction.

A chaque date de clôture, les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice.

Les éléments non monétaires enregistrés au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction tandis que les éléments non monétaires, enregistrés à la juste valeur, sont convertis en appliquant le cours de change en vigueur à la date où ces justes valeurs ont été déterminées.

Les différences de change qui résultent des actifs et passifs monétaires sont comptabilisées en compte de résultat, sauf si l'opération de transaction a été classée en couverture de flux de trésorerie (« cash flow hedge »).

Pour les actifs monétaires classés en « actifs disponibles à la vente », les différences de change relatives à la différence entre la juste valeur à la date de clôture de ces instruments et de leur coût d'acquisition sont comptabilisées en réserve de réévaluation, tandis que les différences de change relatives à l'ajustement du coût amorti sont comptabilisées en compte de résultat.

Les différences de change relatives à des ajustements de la juste valeur d'éléments non monétaires suivent la comptabilisation de ces changements de juste valeur.

Pour les devises principales, les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels, un euro étant égal à :

	31/12/2009	31/12/2010
CHF	1,4840	1,2518
GBP	0,8914	0,8642
JPY	133,1700	108,7800
SEK	10,2575	8,9774
USD	1,4417	1,3378

2.3 Opérations bancaires

2.3.1 Comptabilisation et évaluation initiales

Les achats et les ventes d'actifs et de passifs financiers dont la livraison, respectivement le règlement, sont effectués à une date ultérieure à la date de transaction, sont comptabilisés au bilan à la date de livraison, respectivement de règlement.

Tous les instruments financiers sont enregistrés à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale, augmentée des frais directement attribuables lorsque ces instruments financiers ne sont pas renseignés à la juste valeur au compte de résultat.

Les instruments dérivés sont enregistrés à la date de transaction au bilan à leur juste valeur. La classification des instruments dérivés lors de leur comptabilisation initiale dépend de l'intention et des caractéristiques de leur détention. Ainsi, une classification en « instruments financiers détenus à des fins de transaction » ou en « instruments de couverture » est possible.

Les instruments dérivés sont enregistrés à l'actif lorsque la juste valeur est positive, respectivement au passif lorsqu'elle est négative. La juste valeur s'entend ici comme le « dirty price » de ces instruments, c'est-à-dire intérêts courus compris.

Les instruments dérivés suivant la définition de la norme IAS 39, incorporés dans d'autres instruments financiers, sont séparés du contrat hôte et enregistrés à la juste valeur si leurs caractéristiques économiques et les risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte et si l'instrument financier global n'est pas classé comme détenu à des fins de transaction, respectivement n'a pas été désigné comme étant évalué à la juste valeur par le compte de résultat. Les instruments dérivés incorporés qui ont été séparés du contrat hôte sont comptabilisés à leur juste valeur dans le portefeuille détenu à des fins de transaction et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les plus ou moins-values réalisées lors de la vente d'actifs financiers qui ne font pas l'objet d'une réévaluation par le biais du compte de résultat sont calculées par différence entre le montant reçu net de frais de transaction et le coût d'acquisition, respectivement le coût amorti de l'actif financier.

2.3.2 Évaluation ultérieure

L'évaluation des instruments financiers se fera en fonction des caractéristiques des instruments financiers ainsi que de leur appartenance à une catégorie d'évaluation. Les catégories d'évaluation retenues sont les suivantes : instruments financiers détenus à des fins de transaction et de couverture, actifs financiers détenus jusqu'à échéance et actifs financiers disponibles à la vente.

2.3.2.1 *Le coût historique*

Pour les actifs et passifs financiers renseignés au coût historique, leur évaluation correspond au montant initial enregistré.

2.3.2.2 *Le coût amorti*

Le coût amorti correspond au montant initial enregistré, diminué des amortissements en capital, ajusté des primes et décotes calculées par différence entre le montant initial et le montant de remboursement à l'échéance et étalées sur la durée de l'actif, moins les dépréciations constatées via des corrections de valeur dans le cas où il y a indication objective de perte de valeur de l'actif considéré.

2.3.2.3 *La juste valeur*

La juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée peut normalement être déterminée par référence à un marché actif ou à partir de techniques d'évaluation basées principalement sur des observations de marché. Ainsi, pour déterminer une valorisation cohérente des différents instruments financiers évalués à la juste valeur, la Banque a recours aux méthodes et modèles suivants :

- instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture : la Banque applique la méthode des flux de trésorerie actualisés pour les contrats « Plain-Vanilla », respectivement la méthode de « Black-Karasinski » pour les contrats structurés.
- actifs financiers :
 - o valeurs mobilières à revenu fixe :
 - pour les valeurs cotées sur un marché actif, utilisation du prix « bid » d'une source de cotation officielle,
 - pour les valeurs cotées sur un marché jugé inactif, détermination d'une valeur d'évaluation via l'application du modèle d'évaluation interne.

- valeurs mobilières à revenu variable :
 - pour les valeurs cotées sur un marché actif, utilisation du prix « bid » d'une source de cotation officielle,
 - pour les valeurs non cotées, respectivement cotées sur un marché jugé inactif, détermination par la Banque d'une valeur d'évaluation par une analyse détaillée des derniers comptes annuels et par la prise en compte des prix d'éventuelles transactions récentes.
- passifs financiers :
 - les émissions d'EMTN de la Banque sont comptabilisées à l'origine au coût amorti. Par la suite, en vue d'éviter un impact au compte de résultat lié à la couverture de ces émissions par des instruments dérivés, ces opérations sont désignées comme « fair value hedge ». Ainsi, la méthode d'évaluation à la juste valeur appliquée à l'émission ainsi que l'évaluation de sa couverture sont identiques : méthode des flux de trésorerie actualisés, respectivement méthode « Black-Karasinski ».

2.3.3 Jugements et estimations comptables

Dans le cadre de la mise en place des principes comptables sous IFRS, la Banque a dû faire appel, dans certains cas, à des jugements ainsi qu'à des estimations dans la détermination des montants renseignés dans les comptes annuels.

Les cas les plus significatifs dans lesquels des jugements, respectivement des estimations, ont dû être faits sont :

2.3.3.1 *La juste valeur des instruments financiers*

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier renseigné au bilan ne peut être déterminée à partir d'un marché actif, elle est calculée à partir de techniques d'évaluation basées le plus souvent sur des modèles mathématiques. Dans la mesure du possible, les variables qui sont fournies aux modèles mathématiques sont issues d'observations de marché.

La Banque détermine l'activité, respectivement l'inactivité, d'un marché de valeurs mobilières à revenu fixe à partir de critères tels que le poids de la position détenue par la Banque dans l'émission totale, le nombre de contributeurs de prix, le « Bid Size » moyen ainsi que les écarts entre prix « bid » et prix « ask ».

Lorsque le marché est considéré comme étant actif, la Banque utilise les prix d'une source de cotation officielle. Dans le cas d'une émission pour laquelle les critères mis en place par la Banque permettent de conclure que le marché est inactif, la Banque calcule d'abord un prix par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (« Discounted Cash flow method ») à partir de courbes de taux d'intérêt et de « spread » déterminés en fonction de la qualité de l'émetteur. Le prix ainsi calculé est ensuite pondéré avec une indication de prix fourni par une source de cotation, même si l'indication de prix est issue d'un marché pour lequel la Banque a, compte tenu de son analyse marché actif/inactif, émis un doute sur son caractère actif.

2.3.3.2 *Dépréciations des actifs financiers (« impairment ») évalués au coût amorti*

La Banque déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

Pour les dossiers de la banque de détail (« retail banking »), l'estimation du montant irrécouvrable sur des dossiers spécifiques est effectuée à partir d'observations de pertes historiques, alors qu'un jugement effectué dossier par dossier permet de déterminer le montant irrécouvrable de la clientèle professionnelle (« wholesale banking »). Une correction de valeur spécifique est enregistrée en conséquence.

En ce qui concerne les « indications objectives de dépréciation » telles que déterminées par les IFRS, la Banque les assimile à la notion d'« entrée en défaut » par application des règles internes de gestion du risque de crédit définies pour le calcul du ratio d'adéquation des fonds propres selon Bâle II.

La Banque constitue par ailleurs des « corrections de valeur sur base collective » sur les créances non identifiées sur base individuelle comme étant en défaut, afin de tenir compte du risque de crédit progressif après la date d'octroi du crédit.

Pour calculer cette correction de valeur collective, la Banque se base sur les données historiques des pertes réalisées sur le portefeuille de crédit. Elle détermine ainsi la probabilité de défaut pour les différents types de prêts en fonction de la durée qui s'est écoulée dans la relation de crédit entre l'octroi du prêt et l'entrée en défaut.

La correction de valeur collective, encore appelée dépréciation « IBNR » (Incurred But Not Reported), porte sur l'ensemble des actifs qui n'ont pas subi de dépréciation individuelle et appartenant à la rubrique « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle ».

La méthodologie appliquée pour déterminer la correction de valeur collective est basée sur le concept de la perte attendue et se définit comme le produit de l'engagement à la date de calcul de la provision (EaD) par la probabilité de défaut estimée sur base des données historiques (PD) et la perte en cas de défaut telle qu'elle est calculée pour Bâle 2 (LGD).

En application des normes IFRS, la Banque prend en compte l'incidence de l'évolution des conditions économiques en appliquant des LGD « best estimate » qui surpondèrent les LGD du passé récent par rapport à ceux du passé plus lointain.

2.3.3.3 *Dépréciations des actifs disponibles à la vente*

La Banque considère les valeurs mobilières du portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » (« AFS ») comme dépréciées, lorsqu'elle s'attend à une baisse durable des flux de trésorerie futurs contractuels en raison d'« indications objectives de dépréciation ».

Parmi les « indications objectives » figurent :

- problèmes de trésorerie suite à un ou des retards de paiement, respectivement remboursement,
- baisse des notations en-dessous d'un seuil critique (B+),
- dégradation de la solvabilité.

Dans cette optique, la chute du prix de plus de 20% déclenche automatiquement un test de dépréciation, indépendamment de la présence ou non « d'indications objectives ».

Lorsque la Banque retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu fixe, la différence entre le prix d'évaluation et le coût amorti sera renseignée au compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

De même, lorsque la Banque retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu variable, la différence entre le prix d'évaluation et le coût d'acquisition sera renseignée au compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

2.4 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès de banques centrales ainsi que tous les avoirs venant à échéance endéans 90 jours.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

La Banque utilise la méthode indirecte pour déterminer les flux de trésorerie et corrige le résultat net pour éliminer tous les flux purement comptables qui ne se traduisent pas par une entrée ou une sortie de liquidités pour la Banque.

Activités opérationnelles

Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de revenus. Ce sont toutes les activités autres que celles d'investissement ou de financement. En pratique, il s'agit des produits et charges d'exploitation, mais également des flux de trésorerie rattachés aux produits et charges financiers et exceptionnels et des différentes catégories d'impôts payés au courant de l'exercice.

Opérations d'investissement

Les activités d'investissement comprennent l'acquisition et la cession d'actifs à long terme et tout autre investissement qui n'est pas inclus dans les équivalents de liquidités.

Opérations de financement

Les activités de financement sont des activités qui entraînent des changements quant à l'ampleur et à la composition des capitaux propres et des capitaux subordonnés empruntés à l'établissement.

3 INFORMATIONS SUR LES REGLES COMPTABLES APPLIQUEES AUX RUBRIQUES DU BILAN

3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales

La trésorerie se compose essentiellement des postes caisse et de la réserve minimale obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg.

La réserve minimale obligatoire est alimentée de sorte à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale du Luxembourg.

Ces fonds ne sont pas disponibles pour financer les opérations courantes de la Banque. La base de réserve, calculée mensuellement, est définie en fonction des éléments du bilan selon les principes comptables luxembourgeois. Le calcul de la base qui détermine l'exigence de réserve est effectué par la Banque centrale.

3.2 Les instruments financiers

3.2.1 Actifs et passifs détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers détenus dans le but de dégager un bénéfice des fluctuations à court terme des prix sont classés comme actifs, respectivement passifs détenus à des fins de transaction. Sont inclus dans cette catégorie les valeurs mobilières à revenu fixe, les valeurs mobilières à revenu variable, les ventes à découvert sur ces mêmes instruments financiers ainsi que les instruments dérivés utilisés à des fins de transaction.

La notion de « court terme » n'étant pas définie par la norme IAS 39, la Banque considère une intention de détention d'une durée moyenne de six mois pour les instruments non dérivés.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont initialement comptabilisés à la juste valeur avec, par la suite, la prise en compte des variations de juste valeur en « résultats sur instruments financiers détenus à des fins de transaction » au compte de résultat. Les intérêts courus durant la période de détention ainsi que les intérêts perçus sont comptabilisés dans la rubrique « résultats d'intérêts » et les dividendes dans la rubrique « revenus de valeurs mobilières » du compte de résultat, à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.

3.2.2 Valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à échéance

Les titres cotés ayant une échéance déterminée que la Banque a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à échéance sont comptabilisés sous la rubrique « titres détenus jusqu'à échéance » au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif avec intégration en résultat des primes et décotes étalées sur la durée de vie de l'actif, après déduction éventuelle d'une dépréciation pour perte de valeur (« impairment »). L'étalement des décotes et des primes se fait à la rubrique « résultat d'intérêts » au compte de résultat.

Les conditions de classement en actifs détenus jusqu'à échéance, ainsi que les règles strictes de tenue du portefeuille (conditions de transfert et de vente restreintes), ont conduit la Banque à limiter l'utilisation de ce portefeuille. Ces actifs étant détenus jusqu'à échéance et n'étant pas évalués à la juste valeur, ne sont pas exposés à un risque de variation des taux d'intérêts et il n'est dès lors pas possible de les couvrir contre ce risque. En revanche, ils peuvent être couverts contre le risque de change et contre le risque de crédit. La Banque investit principalement en titres émis ou garantis par des émetteurs de première qualité, étatiques ou bancaires, dans le cadre de sa politique de gestion actifs-passifs.

3.2.3 Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente correspondent aux positions qui ont été désignées initialement comme telles, respectivement ce sont les positions qui ne sont pas classées lors de la comptabilisation initiale dans l'une des trois autres catégories d'actifs « actifs détenus à des fins de transaction, actifs détenus jusqu'à échéance ou créances évaluées au coût amorti ».

La catégorie des actifs disponibles à la vente inclut des valeurs mobilières à revenu fixe, les crédits cotés sur un marché actif ainsi que les valeurs mobilières à revenu variable, notamment les investissements en actions et en SICAV. La Banque a par ailleurs opté pour l'évaluation à la juste valeur, selon la norme IAS 39, des participations dans les sociétés associées et les filiales en assimilant lesdits investissements à la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente pour les besoins des comptes annuels individuels. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction. Les intérêts sont comptabilisés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inclus dans le résultat d'intérêts. Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique « revenus de valeurs mobilières » du compte de résultat à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.

L'évaluation des positions disponibles à la vente se fait à leur juste valeur sur base des prix offerts (« bid price ») pour les titres cotés sur un marché actif ou par l'utilisation de modèles se basant sur des données de marché observables ou des estimations internes. Les plus ou moins-values latentes dégagées par les

variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente sont comptabilisées en fonds propres dans la rubrique « réserve de réévaluation ». Les dépréciations d'actifs sont renseignées au niveau du compte de résultat et ne figureront par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

Lors de la cession d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat réalisé est enregistré au compte de résultat dans la rubrique « résultats réalisés sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat ». Si la Banque détient plusieurs investissements dans le même titre, les sorties du stock s'effectueront suivant la méthode « FIFO - first in - first out ».

Les plus ou moins-values latentes et réalisées sur valeurs mobilières à revenu fixe sont dégagées en comparant la juste valeur de l'obligation à son coût amorti. En ce qui concerne les valeurs mobilières à revenu variable, le coût d'acquisition, y compris les coûts de transaction, est comparé à la juste valeur pour dégager le résultat.

Les obligations qui font partie du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente et qui sont couvertes contre les variations du taux d'intérêt connaissent un traitement particulier exposé au point suivant.

3.2.4 Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture

La Banque utilise des instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix tels qu'indices boursiers ou prix d'actions. Les instruments dérivés couramment utilisés sont les « IRS – Interest Rate Swaps » et les « CIRS – Cross currency interest rate swaps » dans le cadre d'opérations de couverture standard « plain vanilla ». Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées (EMTN) et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente contenant des dérivés incorporées (« embedded derivatives ») par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par IAS 39.

La Banque classe les instruments de couverture dans les catégories suivantes :

- couverture de juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme ;
- couverture d'un flux de trésorerie futur attribuable à un actif ou passif déterminé ou à une transaction future.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.

La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- Préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée ;
- La couverture débute avec la désignation de l'instrument financier dérivé de couverture et se termine, soit à la décomptabilisation de l'instrument couvert, soit si l'efficacité de la couverture n'est plus donnée ;
- Efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur, respectivement de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéances, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par la Banque pour l'opération en question ;
- Efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme faisant partie d'une couverture de juste valeur qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisées au compte de résultat à la rubrique « résultat sur opérations de couverture », au même titre que les variations de juste valeur des instruments couverts.

Si à un moment donné, la couverture vient à ne plus satisfaire aux conditions de la comptabilité de couverture, la part réévaluée à la juste valeur de l'élément couvert portant intérêt financier doit être amortie en résultat sur la durée résiduelle de l'élément couvert, sous forme d'un ajustement du rendement de l'élément couvert.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisés dans les fonds propres à la rubrique « réserve de réévaluation – couverture de flux de trésorerie ».

Si un instrument de couverture arrive à expiration, est vendu, résilié ou exercé ou si la transaction ne satisfait plus aux critères requis pour être qualifiée de couverture, la Banque cesse de pratiquer la comptabilité de couverture. Un ajustement de la valeur comptable d'un instrument financier couvert portant intérêt est amorti par le compte de résultat, l'ajustement devant être totalement amorti à l'échéance. Si l'élément comptable est décomptabilisé, c'est-à-dire sorti du bilan, sa variation de juste valeur est prise directement en résultat.

3.2.5 Opérations sur titres : mises et prises en pension – prêts et emprunts de titres

3.2.5.1 Mises et prises en pension

Les titres soumis à une convention de vente avec engagement de rachat (opérations de cession-rétrocession) qui porte sur le même actif ou un actif substantiellement identique demeurent au bilan et sont considérés comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction, comme des actifs financiers disponibles à la vente ou comme des actifs financiers détenus jusqu'à échéance. La dette envers la contrepartie est inscrite au passif sous la rubrique « dépôts évalués au coût amorti ».

La Banque conclut essentiellement des contrats avec engagement de rachat du même actif ou d'actifs identiques.

Par analogie, les titres soumis à une convention d'achat avec engagement de revente, qui portent sur un même actif ou un actif substantiellement identique, ne sont pas actés dans le bilan. La contrepartie des titres achetés avec un engagement de revente (« prise en pension ») est inscrite dans la rubrique « prêts et avances au coût amorti ».

La Banque effectue des opérations de « triparty repo » et de « triparty reverse repo » avec des contreparties dont le « rating » est supérieur ou égal à la notation « A ». Un intermédiaire intervient en tant qu'entité tierce pendant toute la durée de vie du contrat pour gérer les règlements contre livraison, contrôler les critères d'éligibilité des titres, calculer et gérer les appels de marge, gérer les substitutions de titres. Les échéances des contrats varient entre « overnight » et 6 mois.

Le revenu des contrats de mise et de prise en pension se comptabilise au compte de résultat à la rubrique « résultat d'intérêts ».

3.2.5.2 *Prêts et emprunts de titres*

Les titres prêtés demeurent au bilan. Les titres empruntés ne figurent pas au bilan.

3.2.6 **Prêts et avances évalués au coût amorti**

Les prêts et avances évalués au coût amorti sont des actifs financiers émis par la Banque avec des paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les prêts et avances à échéance fixe émis par la Banque sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'un test de dépréciation à chaque arrêté comptable et donnent lieu, le cas échéant, à comptabilisation d'une dépréciation.

La norme IAS 18 impose de considérer les frais de dossier comme des frais d'origination ce qui signifie qu'il faut les intégrer au calcul du taux d'intérêt effectif. La méthode actuarielle consiste à étaler les frais et commissions significatifs attachés aux créances à taux fixe sur la durée de vie de l'actif et de les comptabiliser comme un ajustement du taux de rendement effectif de l'actif auquel ils sont attachés.

Dans le cas où ils ne sont pas significatifs, ils sont directement comptabilisés en résultat.

Dans le cas des prêts à taux variable ou ajustable, l'étalement se fera non pas par la méthode actuarielle, mais par la méthode linéaire.

La Banque ayant opté pour l'évaluation au coût amorti des créances non représentées par un titre, l'évaluation en fonction de la courbe de taux d'intérêt ne se fait que dans le cas d'une couverture du prêt par un instrument dérivé et lorsque la Banque a formellement désigné l'opération comme opération de couverture en accord avec les normes IFRS.

3.2.7 Marché interbancaire

3.2.7.1 Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur nette de frais de transaction. Ultérieurement, les emprunts sont comptabilisés au coût amorti et toute différence entre le montant net reçu et le montant remboursé est comptabilisée au compte de résultat sur la durée du prêt, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.2.7.2 Emissions de titres

A la base, les émissions de la BCEE sont évaluées au coût amorti. Toutefois, dans le cadre de ses programmes Euro medium term notes (« EMTN »), la Banque émet bon nombre d'obligations structurées contenant des instruments dérivés incorporés (« embedded derivatives ») dont les variations de prix sont couvertes par des « swaps » dont la structure est une copie conforme de celle contenue dans l'obligation.

La Banque a désigné ces opérations comme « fair value hedge » ce qui lui permet de compenser l'effet de marché au niveau du compte de résultat.

3.2.8 Dépréciation des actifs financiers

La Banque déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

En ce qui concerne les actifs évalués au coût amorti, le montant recouvrable est net de tout nantissement ou garantie et correspond à la valeur des flux futurs ré-estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial ou au dernier taux d'intérêt effectif pour les instruments à taux variable. Le montant de la dépréciation correspond à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable.

Pour les instruments évalués à la juste valeur, le montant recouvrable correspond soit à la juste valeur, soit à la valeur actualisée des flux futurs estimés au taux de marché applicable à un actif financier similaire.

Les dotations pour dépréciation du portefeuille disponible à la vente et des créances sont comptabilisées à l'actif en diminution de la rubrique concernée.

On distingue 2 catégories de dépréciation :

Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base individuelle : le montant de la dépréciation d'un actif est le résultat de la différence entre sa valeur bilantaire et sa valeur recouvrable. Les actifs financiers sont évalués contrat par contrat. Cependant, les actifs financiers de faible montant, tels que les prêts à la consommation, qui présentent des caractéristiques de risques similaires sont en principe regroupés afin de procéder à une évaluation globale du taux de dépréciation.

Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base collective : les normes IFRS prévoient, en l'absence de corrections de valeur sur base individuelle, la constitution de corrections de valeur sur base collective pour couvrir le risque de perte potentielle lorsqu'il existe une ou plusieurs indications objectives de perte probable dans certains segments du portefeuille ou dans d'autres engagements de prêts accordés non utilisés à la date de clôture. A l'heure actuelle, la Banque n'applique ce principe qu'à la clientèle « retail » renseignée au portefeuille des « Prêts et avances évalués au coût amorti ». Afin de calculer les corrections de valeur sur base collective, la Banque se base sur l'expérience et les données historiques de pertes réalisées. La probabilité de défaut pour les différents types de prêts est calculée en fonction de la durée entre l'octroi du prêt et son entrée en défaut.

Lorsque la Direction estime, sur base d'indications objectives, qu'un actif financier est totalement irrécouvrable, il est entièrement déprécié par dotation du complément nécessaire à la dépréciation éventuelle existante. Si, par la suite, des rentrées de fonds sont actées sur cet actif, elles sont comptabilisées en résultat à la rubrique « autres produits d'exploitation ».

3.2.9 Autres actifs et autres passifs financiers

Les autres actifs se composent notamment des valeurs à recevoir à court terme. Les autres passifs se composent des valeurs à payer à court terme, des dettes envers les créanciers divers, des coupons à payer et des titres remboursables pour compte de tiers, des dettes envers les créanciers privilégiés ainsi que de la part du bénéfice à verser à l'Etat.

3.2.10 Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction et des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat s'assimilent à des compléments d'intérêt, tels les frais de dossier.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrés à leur juste valeur. Les changements de juste valeur sont comptabilisés au compte de résultat à la rubrique « résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction ». Les dividendes sont enregistrés à la rubrique « revenu de valeurs mobilières », les intérêts sont enregistrés à la rubrique « résultat d'intérêts ».

La Banque comptabilise en compte de résultat les commissions en fonction du type des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en compte de résultat sur la durée de la prestation rendue (frais de dossiers sur prêts, frais de transaction...),
- Les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en compte de résultat quand la prestation est réalisée,
- Les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en compte de résultat lors de l'exécution de cet acte.

Pour certaines opérations liées à la clientèle « Wholesale international », les commissions d'engagement et d'utilisation sont déterminées en fonction d'un pourcentage de la ligne de crédit. Ces commissions sont intégrées « prorata temporis » sur la durée de vie de la ligne, sauf s'il s'agit de commissions devant être intégrées au coût d'acquisition de l'exposition bilantaire éventuelle résultant de la ligne de crédit.

3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles à usage propre ainsi que les immobilisations corporelles de placement sont comptabilisées au prix d'acquisition. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés comme partie intégrante du coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles à usage propre se composent des terrains et constructions, des aménagements intérieurs ainsi que des équipements informatiques et autres. En ce qui concerne la rubrique « immobilisations corporelles de placement » prévue par la norme IAS 40, la Banque y renseigne les immeubles donnés en location.

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur cumulées. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés et amortis comme partie intégrante du coût d'acquisition au même rythme que l'actif principal. Le montant amortissable de ces immobilisations est calculé après déduction de leur valeur résiduelle. Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue. Les terrains sont enregistrés au coût.

Durée d'utilité pour les principaux types d'immobilisations :

- | | |
|---|---------------|
| - constructions : | 50 ans |
| - matériel informatique: | 4 ans |
| - aménagement des bureaux, mobiliers et matériels : | de 2 à 10 ans |
| - véhicules : | 4 ans |

Les investissements qui sont réalisés sur les immeubles pris en location s'amortissent en fonction de la durée restant à courir du bail. Si la durée n'est pas déterminée, l'amortissement se fait sur 10 ans.

Les frais de maintenance et de réparation n'affectant pas la valeur productive des immobilisations sont comptabilisés au compte de résultat au moment de leur survenance.

Si la valeur recouvrable d'une immobilisation devenait inférieure à sa valeur comptable, la valeur au bilan de cette immobilisation devrait être ramenée à son montant recouvrable estimé par la constatation d'une dépréciation d'actifs.

Les dépenses qui ont pour but d'augmenter les bénéfices retirés d'une immobilisation ou d'un bien immobilier ou qui contribuent à augmenter leur durée de vie sont capitalisées à l'actif, à concurrence de la juste valeur, et amorties sur la durée de vie de l'actif.

Les plus ou moins-values provenant de la mise hors service ou de la sortie d'une immobilisation corporelle du patrimoine de la Banque sont déterminées par différence entre les produits de sortie nets et la valeur résiduelle de l'actif et sont imputées au compte de résultat, à la ligne « autres produits ou charges d'exploitation », à la date de mise hors service ou de la sortie.

Le prix d'acquisition du matériel et du mobilier dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année est directement enregistré au compte de résultat de l'exercice.

3.4 Immobilisations incorporelles

La Banque considère les logiciels, qu'ils soient acquis ou générés en interne, ainsi que les coûts de développement et de mise en place y afférents, comme des immobilisations incorporelles. Il s'agit essentiellement de logiciels qui sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

3.5 Les contrats de location

Un contrat de location qui transfère l'essentiel des risques et des avantages liés à la possession de l'actif est un contrat de location-financement (« financial lease »), sinon il s'agit d'un contrat de location simple (« operating lease »).

3.5.1 La Banque est locataire

La Banque a essentiellement conclu des contrats de location simple pour la location de ses immeubles ou équipements. Les loyers de location sont comptabilisés au compte de résultat. S'il est mis fin anticipativement à un contrat de location, les pénalités à payer sont comptabilisées en tant que charges de l'exercice au cours duquel la résiliation est survenue.

3.5.2 La Banque est bailleuse

Lorsque la Banque donne un bien en location dans le cadre d'un contrat de location-financement, la valeur actualisée des paiements dus au titre du contrat est comptabilisée en tant que créance sous la rubrique « prêts et avances au coût amorti » sur la clientèle, respectivement sur les établissements de crédit. La différence entre le montant des paiements dus et leur montant actualisé est comptabilisée comme un produit financier latent à la rubrique « résultat d'intérêts » du compte de résultat. Les loyers, de même que les coûts attribuables à la conclusion du contrat, sont répartis sur la durée du contrat de location de sorte à ce que les produits génèrent un taux d'intérêt effectif constant.

3.6 Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19. La Banque accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en trois catégories :

3.6.1 Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels et primes payées dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restant dus à la clôture.

3.6.2 Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. Ils sont évalués selon la même méthode actuarielle que celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi.

3.6.3 Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément à la loi organique du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, les agents-employés bénéficient d'un supplément de pension, à charge de l'établissement, s'ils se trouvent dans les conditions ouvrant droit au régime de pension des fonctionnaires de l'Etat. Les suppléments de pension concernent les prestations suivantes :

- la pension de vieillesse ;
- la pension d'invalidité ;
- la pension de survie du conjoint ou du partenaire survivant ;
- la pension de survie d'orphelin ;
- le trimestre de faveur.

Par ailleurs, les pensions des agents fonctionnaires sont également à la charge de l'établissement.

Le montant d'une prestation d'un agent fonctionnaire résulte de l'application du régime de pension des fonctionnaires de l'Etat. En revanche, le montant de la prestation d'un agent-employé résulte de la différence entre le montant de ladite prestation telle que prévue par le régime de pension des fonctionnaires de l'Etat et le montant de la prestation telle que prévue par le régime de l'assurance pension des employés privés.

Ainsi, ce régime est par nature un régime à prestations définies qui finance des engagements du premier pilier.

L'externalisation, depuis le 1^{er} décembre 2009, du fonds de pension vers le compartiment BCEE de la « Compagnie Luxembourgeoise de Pension (CLP) », constitué sous la forme d'une association d'épargne-pension « ASSEP », fait que le montant inscrit au bilan correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée au régime à prestations définies à la clôture, déduction faite des actifs du régime, ainsi que des ajustements au titre des écarts actuariels et des coûts des services passés non comptabilisés.

L'obligation au titre du régime à prestations définies est calculée chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre du régime à prestations définies est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Annuellement, la charge de pension de la Banque correspond au total des montants ci-dessous :

- le coût des services rendus au cours de l'exercice ;
- le coût financier résultant de l'application du taux d'actualisation ;
- la totalité des écarts actuariels ;

montants desquels est retranché le rendement attendu.

Les écarts actuariels sont comptabilisés systématiquement à la rubrique « réserves » dans les capitaux propres.

La Banque s'est basée sur les tables de mortalité STATEC avec rajeunissement de 5 ans afin de tenir compte de la longévité des ayants droit.

3.7 Provisions

Une provision, selon IAS 37, est un passif dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise, mais qui représente pour la Banque une obligation à l'égard d'un tiers, résultant des pratiques passées, dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

La Banque comptabilise une provision à sa valeur actualisée lorsqu'il est possible d'estimer de manière raisonnablement précise le montant de l'obligation.

En maintenant les provisions prudentielles admises en « Lux-Gaap » mais non éligibles selon IFRS, la Banque déroge à la norme IAS 37. Les provisions prudentielles comportent :

- la provision forfaitaire : il s'agit de la constitution en franchise provisoire d'impôt d'une provision à caractère général pour risque potentiel sur les postes d'actif et de hors bilan, risques non encore identifiés au moment de l'établissement du bilan.
- la provision AGDL : il s'agit de la constitution en franchise provisoire d'impôt d'une provision visant à honorer les engagements de la Banque qui découlent de son adhésion à l'AGDL. L'objet exclusif de l'AGDL est l'établissement d'un système de garantie mutuelle des dépôts en argent et des créances résultant d'opérations d'investissement effectuées par des personnes physiques et par certaines catégories de personnes morales auprès de membres de l'AGDL. L'AGDL rembourse au déposant le montant de ses dépôts en argent garantis et à l'investisseur le montant de sa créance avec un maximum fixé à la contre-valeur en toutes monnaies de EUR 100.000 par dépôt en argent garanti et de EUR 20.000 par créance garantie résultant d'opérations d'investissement autres que celle portant sur un dépôt en argent.
- les postes spéciaux avec une quote-part de réserves : il s'agit de montants susceptibles d'immunisation fiscale correspondant à des plus-values résultant notamment de l'application des articles 53, 54 et 54 bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu (LIR). En vertu de ces articles, des plus-values résultant de l'aliénation, de la conversion ou de la disparition d'un actif peuvent être immunisées fiscalement, moyennant le respect d'un certain nombre de conditions, lorsqu'elles sont transférées sur des actifs de emploi acquis ou constitués par l'entreprise.

3.8 Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles observées entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif. La méthode du calcul global, qui consiste à appréhender tous les décalages temporaires quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable, est retenue pour le calcul des impôts différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé. Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférents aux gains et pertes latents sur les actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés sur les capitaux propres à la rubrique « réserve de réévaluation ».

4 NOTES AU BILAN²

(en euros)

4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales

La trésorerie se compose de la caisse et des avoirs auprès des banques centrales. La réserve obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg est renseignée sous ce poste. Il s'agit de réserves minimales destinées à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale. Dès lors, ces fonds ne sont pas disponibles au financement des opérations courantes de la Banque.

4.2 Instruments financiers

L'analyse sur les instruments financiers est effectuée par contrepartie et par nature, en distinguant les instruments avec une maturité résiduelle inférieure à un an et supérieure à un an.

4.2.1 Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

Actifs	31/12/2009			31/12/2010		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments financiers non dérivés	1.245.972	3.734.093	4.980.065	1.141.189	5.808.908	6.950.097
Instruments dérivés (note 4.7.)	116.635.368	8.851.654	125.487.023	87.635.826	18.054.730	105.690.556
Total	117.881.340	12.585.748	130.467.088	88.777.016	23.863.638	112.640.654

Passifs	31/12/2009			31/12/2010		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments financiers non dérivés	293.806	-	293.806	192	171.757	171.950
Instruments dérivés (note 4.7.)	57.748.142	23.863.320	81.611.462	100.982.794	28.313.118	129.295.912
Total	58.041.948	23.863.320	81.905.268	100.982.987	28.484.875	129.467.862

Actifs - Instruments financiers non dérivés		31/12/2009			31/12/2010		
Instruments de dettes		987.237	3.734.093	4.721.330	1.126.479	5.808.908	6.935.387
	<i>Secteur public</i>	89.707	1.816.433	1.906.140	41.088	1.850.611	1.891.699
	<i>Etablissements de crédit</i>	790.630	1.438.314	2.228.944	874.650	2.908.780	3.783.430
	<i>Clientèle "corporate"</i>	106.900	479.346	586.246	210.742	1.049.516	1.260.258
Instruments de capitaux propres		258.735	-	258.735	14.710	-	14.710
Total		1.245.972	3.734.093	4.980.065	1.141.189	5.808.908	6.950.097
Résultat latent à la clôture		10.376	78.871	89.247	13.114	232.162	245.276

Passifs - Instruments financiers non dérivés		31/12/2009			31/12/2010		
Ventes à découvert							
	<i>Obligations</i>	-	-	-	-	171.757	171.757
	<i>Actions</i>	293.806	-	293.806	192	-	192
Total		293.806	-	293.806	192	171.757	171.950

² D'éventuelles différences mineures entre les chiffres présentés dans les notes aux comptes annuels et ceux des différents états représentent uniquement des différences d'arrondis.

4.2.2 Actifs financiers disponibles à la vente

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments de dettes	2.891.009.845	8.392.033.573	11.283.043.418	2.284.450.468	8.376.638.487	10.661.088.955
<i>Secteur public</i>	22.481.638	2.897.516.615	2.919.998.253	62.989.852	2.948.670.350	3.011.660.201
<i>Etablissements de crédit</i>	2.454.030.932	3.672.372.797	6.126.403.729	1.485.859.056	3.374.425.232	4.860.284.288
<i>Clientèle "corporate"</i>	414.497.275	1.822.144.161	2.236.641.436	735.601.560	2.053.542.906	2.789.144.466
Instruments de capitaux propres	712.152.526	-	712.152.526	791.518.490	-	791.518.491
<i>Etablissements de crédit</i>	17.346.727	-	17.346.727	20.133.113	-	20.133.113
<i>Clientèle "corporate"</i>	693.499.087	-	693.499.087	771.100.841	-	771.100.841
<i>Autres</i>	1.306.711	-	1.306.711	284.537	-	284.537
Total	3.603.162.371	8.392.033.573	11.995.195.944	3.075.968.958	8.376.638.487	11.452.607.445
Dépréciation d'actifs financiers ("impairment")	-6.508.568	-119.306.018	-125.814.586	-10.185.603	-67.119.570	-77.305.173
Résultat latent à la clôture	466.418.363	24.615.116	491.033.479	565.688.061	-116.947.696	448.740.366

Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente :

	Clientèle "Corporate"		Etablissements de crédit	Total
	ABS/MBS	Autres		
Situation au 1 ^{er} janvier 2009	36.139.068	7.784.371	65.145.192	109.068.631
Dotations	33.247.931	2.000.780	8.865.467	44.114.178
Reprises	-2.254.210	-3.812.450	-150.000	-6.216.660
Amortissements de créances	-	-	-21.151.563	-21.151.563
Situation au 31 décembre 2009	67.132.789	5.972.701	52.709.096	125.814.586
Situation au 1 ^{er} janvier 2010	67.132.789	5.972.701	52.709.096	125.814.586
Dotations	3.719.783	3.350.157	-	7.069.940
Reprises	-10.273.997	-	-9.830.967	-20.104.964
Amortissements de créances	-4.961.486	-	-30.512.903	-35.474.390
Situation au 31 décembre 2010	55.617.089	9.322.858	12.365.226	77.305.173

Résultat latent sur actifs financiers disponibles à la vente :

La ventilation du résultat latent à la clôture se présente comme suit :

○ Les instruments de dettes

Les instruments de dettes regroupent des obligations à taux variable, des obligations à taux fixe, ainsi que des obligations structurées. Les obligations à taux fixe et les obligations structurées sont transformées en taux variable par l'utilisation d'instruments dérivés (« asset-swaps »). La Banque assimile ces opérations à des couvertures de juste valeur. Les efficacités prospectives et rétrospectives des opérations de couverture sont proches de 100%.

31/12/2010	Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de juste valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("credit et liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficience rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	267.777.929	-248.639.924	248.356.939	99,89%
Obligations à taux variable	98.705.167			

31/12/2009	Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de juste valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("credit et liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficience rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	-54.280.225	187.084.104	-186.709.000	99,80%
Obligations à taux variable	-108.188.764			

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

Instruments de dette	2009	2010
Situation au 1^{er} janvier	11.806.819.966	11.283.043.418
Acquisitions	1.920.232.434	2.591.778.038
Ventes	-121.338.868	-123.661.195
Remboursements	-2.526.767.958	-3.023.971.249
Résultats réalisés	-4.529.583	41.209
Proratas d'intérêts	21.424.645	-20.350.063
Evaluations latentes	327.126.603	-142.859.464
Dépréciations	-31.060.758	51.859.568
Différence de change	-108.863.064	45.208.692
Situation au 31 décembre	11.283.043.418	10.661.088.955

○ **Les instruments de capitaux propres**

31/12/2010	Ajustement de juste valeur des instruments de capitaux propres
Instruments de capitaux propres	566.583.538

dont: Dépréciations d'actifs financiers

-9.858.724

31/12/2009	Ajustement de juste valeur des instruments de capitaux propres
Instruments de capitaux propres	466.418.364

dont: Dépréciations d'actifs financiers -6.508.568

4.3 Parts dans les entreprises associées et dans les filiales

	31/12/2009	31/12/2010
Valeur d'acquisition	38.797.779	43.903.792
Résultat d'évaluation	192.801.283	192.400.743
Sous-total	231.599.062	236.304.535

4.4 Titres détenus jusqu'à échéance

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments de dettes						
Secteur public	106.733.403	595.786.100	702.519.503	25.165.776	645.357.947	670.523.723
Établissements de crédit	517.702.727	1.528.500.989	2.046.203.716	1.272.767.049	1.800.613.858	3.073.380.907
Clientèle "corporate"	-	97.148.876	97.148.876	316.668.342	313.274.788	629.943.130
Total	624.436.130	2.221.435.965	2.845.872.095	1.614.601.166	2.759.246.593	4.373.847.760

La Banque n'a pas acté de dépréciation à la clôture sur les titres détenus jusqu'à échéance. L'augmentation importante de ce portefeuille s'insère dans le contexte de la politique ALM de la Banque.

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

Titres détenus jusqu'à échéance	2009	2010
Situation au 1^{er} janvier	1.337.266.570	2.845.872.095
Acquisitions	2.072.306.195	2.145.320.932
Remboursements	-570.474.916	-625.225.832
Proratas d'intérêts	2.759.081	7.880.565
Evaluations latentes	-	-
Dépréciations	-	-
Différence de change	4.015.165	-
Situation au 31 décembre	2.845.872.095	4.373.847.759

4.5 Titres nantis dans le cadre d'opérations de cession-rétrocession

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Instruments de dettes émis par le secteur public	990.162.870	-
Instruments de dettes émis - autres	96.701.217	18.618.077
Instruments de capitaux propres	994.620	-
Total	1.087.858.707	18.618.077

Les instruments de dettes sont issus principalement des portefeuilles d'actifs disponibles à la vente ainsi que du portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance; les instruments de capitaux propres sont issus du portefeuille d'actifs détenus à des fins de transaction.

La baisse observée au niveau des instruments de dettes s'explique par le non-renouvellement de contrats venus à échéance.

4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Obligations convertibles	91.152.504	95.420.347

Les obligations convertibles dans lesquelles la Banque a investi font partie du portefeuille des actifs disponibles à la vente et sont couvertes par des swaps contre les fluctuations des taux d'intérêts du marché.

4.7 Instruments dérivés

Se référer à la page suivante

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG

Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2010

Rubriques	Actif	Passif	Notionnel
	Soldes au 31/12/2010		
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction	105.690.556	129.295.912	11.230.449.175
Opérations liées au taux de change	85.260.831	100.168.918	10.154.226.767
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	85.260.357	97.673.666	10.129.966.843
- <i>autres</i>	474	2.495.252	24.259.924
Opérations liées au taux d'intérêts	20.424.625	22.435.145	914.422.737
- <i>IRS</i>	20.424.625	22.435.145	914.422.737
Opérations liées au risque de crédit	5.100	6.691.850	161.799.671
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	5.100	6.691.850	161.799.671
Couverture de juste valeur	51.348.758	597.643.298	10.084.599.049
Opérations liées au taux de change	6.649.592	46.700.133	769.273.657
- <i>CCIS</i>	6.649.592	46.700.133	769.273.657
Opérations liées au taux d'intérêts	36.575.339	484.758.453	6.842.893.618
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	36.575.339	484.758.453	6.842.893.618
Opérations liées aux autres indices	8.123.827	66.184.712	2.472.431.774
- <i>IRS (autres indices)</i>	8.123.827	66.184.712	2.472.431.774
Couverture de flux de trésorerie	2.065.308	-	73.800.000
Opérations liées au taux d'intérêts	2.065.308	-	73.800.000
- <i>IRS</i>	2.065.308	-	73.800.000
Rubriques	Soldes au 31/12/2009		
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction	125.487.023	81.611.462	11.395.914.658
Opérations liées au taux de change	87.660.526	52.154.810	8.885.463.949
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	87.660.025	48.937.253	8.756.316.120
- <i>autres</i>	501	3.217.557	129.147.829
Opérations liées au taux d'intérêts	37.826.254	25.561.279	1.962.960.663
- <i>IRS</i>	37.826.254	25.561.279	1.962.960.663
Opérations liées au risque de crédit	243	3.895.373	547.490.046
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	243	3.895.373	547.490.046
Couverture de juste valeur	101.894.526	463.219.908	9.358.510.174
Opérations liées au taux de change	5.852.350	1.436.486	538.994.985
- <i>CCIS</i>	5.852.350	1.436.486	538.994.985
Opérations liées au taux d'intérêts	29.562.443	385.174.715	6.145.351.126
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	29.562.443	385.174.715	6.145.351.126
Opérations liées aux autres indices	66.479.733	76.608.707	2.674.164.063
- <i>IRS (autres indices)</i>	66.479.733	76.608.707	2.674.164.063
Couverture de flux de trésorerie	1.208.746	-	80.000.000
Opérations liées au taux d'intérêts	1.208.746	-	80.000.000
- <i>IRS</i>	1.208.746	-	80.000.000

4.8 Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Prêts interbancaires	4.075.683.087	277.640.186	4.353.323.273	3.837.642.136	130.696.009	3.968.338.145
Prise en pension	3.130.884.942	-	3.130.884.942	2.007.177.084	-	2.007.177.084
Crédits Roll-over	159.521.758	2.503.224	162.024.982	94.079.038	2.503.224	96.582.263
Location financement	429.329	-	429.329	32.711	501.856	534.567
Sous-total	7.366.519.117	280.143.410	7.646.662.526	5.938.930.969	133.701.089	6.072.632.058
Crédits confirmés non utilisés			164.760.268			54.753.138
Dépréciations d'actifs financiers			-5.009.937			-

Dans le cas des opérations de prise en pension, la Banque devient propriétaire juridique des titres reçus en garantie et a le droit de vendre, respectivement collatéraliser ces titres. En date du 31 décembre 2010, aucun titre n'a été ni vendu ni collatéralisé.

4.9 Prêts et avances au coût amorti – Clientèle

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Clientèle "retail"	255.440.411	7.460.521.946	7.715.962.357	257.952.115	8.193.892.843	8.451.844.958
Clientèle "corporate"	2.214.710.255	1.825.766.676	4.040.476.931	1.730.104.422	1.954.933.524	3.685.037.945
Secteur public	177.124.674	1.685.407.158	1.862.531.832	191.365.805	1.744.104.395	1.935.470.200
Sous-total	2.647.275.340	10.971.695.780	13.618.971.120	2.179.422.342	11.892.930.761	14.072.353.104
Crédits confirmés non utilisés			2.961.649.303			3.066.135.238
Dépréciations d'actifs financiers			-81.134.711			-83.624.118

Dont opérations de location financement :

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Location financement	8.338.673	84.274.438	92.613.111	9.426.103	88.986.065	98.412.168
Sous-total	8.338.673	84.274.438	92.613.111	9.426.103	88.986.065	98.412.168

Dépréciations de valeur sur prêts et avances

	Clientèle retail	Corporate	Secteur public	Total
Situation au 1 ^{er} janvier 2009	14.167.658	46.702.370	-	60.870.028
Dotations	10.308.784	51.972.890	-	62.281.674
Reprises	-5.756.133	-28.317.335	-	-34.073.468
Amortissements de créances (*)	-605.878	-7.337.645	-	-7.943.523
Situation au 31 décembre 2009	18.114.431	63.020.280	-	81.134.711
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	12.972.309	63.020.280	-	75.992.589
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	5.142.122	-	-	5.142.122
Total	18.114.431	63.020.280	-	81.134.711
Situation au 1 ^{er} janvier 2010	18.114.431	63.020.280	-	81.134.711
Dotations	11.279.773	9.991.740	-	21.271.513
Reprises	-5.823.252	-6.882.615	-	-12.705.867
Amortissements de créances (*)	-1.330.581	-4.439.008	-	-5.769.589
Reclassement des garanties en autres provisions	-34.900	-271.749	-	-306.649
Situation au 31 décembre 2010	22.205.471	61.418.648	-	83.624.118
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	15.593.847	61.418.648	-	77.012.494
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	6.611.624	-	-	6.611.624
Total	22.205.471	61.418.648	-	83.624.118

(*) L'amortissement de créances représente le montant définitivement abandonné par la Banque sur des créances dépréciées.

Encours des prêts ayant généré des dépréciations : 216.358.142 EUR au 31 décembre 2010, contre 238.998.676 EUR un an plus tôt.

Les corrections de valeur couvrent le montant principal et les intérêts.

4.10 Immobilisations corporelles à usage propre

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	TOTAL
Situation au 1^{er} janvier 2010	225.923.185	61.983.185	287.906.370
Entrée	4.014.212	6.628.985	10.643.197
Sortie	-	-11.087.735	-11.087.735
Situation au 31 décembre 2010	229.937.397	57.524.435	287.461.832

Amortissements cumulés			
Situation au 1^{er} janvier 2010	74.595.939	39.001.743	113.597.681
Reprises	-	-11.087.735	-11.087.735
Dotations	4.927.802	9.050.304	13.978.106
Situation au 31 décembre 2010	79.523.741	36.964.312	116.488.053

Valeur comptable nette			
Situation au 1^{er} janvier 2010	151.327.246	22.981.442	174.308.689
Situation au 31 décembre 2010	150.413.656	20.560.123	170.973.780

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	TOTAL
Situation au 1^{er} janvier 2009	245.017.124	70.036.221	315.053.345
Entrée	2.719.007	7.897.245	10.616.252
Sortie	-21.812.945	-15.950.281	-37.763.226
Situation au 31 décembre 2009	225.923.185	61.983.185	287.906.370

Amortissements cumulés			
Situation au 1^{er} janvier 2009	91.340.407	44.216.558	135.556.965
Reprises	-21.412.264	-15.985.926	-37.398.190
Dotations	4.667.796	10.771.111	15.438.907
Situation au 31 décembre 2009	74.595.939	39.001.743	113.597.681

Valeur comptable nette			
Situation au 1^{er} janvier 2009	153.676.717	25.819.663	179.496.380
Situation au 31 décembre 2009	151.327.246	22.981.442	174.308.689

4.11 Immobilisations incorporelles

Situation au 1^{er} janvier 2010	25.210.714
Entrée	15.618.361
Sortie	-7.869.505
Situation au 31 décembre 2010	32.959.571

Amortissements cumulés	
Situation au 1^{er} janvier 2010	14.913.379
Ajustement base	1.495.217
Reprises	-7.869.505
Dotations	11.484.929
Situation au 31 décembre 2010	20.024.019

Valeur comptable nette	
Situation au 1^{er} janvier 2010	10.297.335
Situation au 31 décembre 2010	12.935.551

Situation au 1^{er} janvier 2009	23.767.239
Entrée	9.065.146
Sortie	-7.621.671
Situation au 31 décembre 2009	25.210.714

Amortissements cumulés	
Situation au 1^{er} janvier 2009	14.131.479
Reprises	-7.621.671
Dotations	8.403.571
Situation au 31 décembre 2009	14.913.379

Valeur comptable nette	
Situation au 1^{er} janvier 2009	9.635.760
Situation au 31 décembre 2009	10.297.335

La dotation à l'amortissement en relation avec les immobilisations incorporelles est enregistrée sous la rubrique du compte de résultat « corrections de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles ».

4.12 Immobilisations corporelles de placement

Situation au 1^{er} janvier 2010	26.250.697
Entrée (acquisitions)	-
Entrée (dépenses d'investissement)	182.034
Sortie	-
Situation au 31 décembre 2010	26.432.731

Amortissements cumulés	
Situation au 1^{er} janvier 2010	10.848.802
Reprises	-
Dotations	501.119
Situation au 31 décembre 2010	11.349.921

Valeur comptable nette	
Situation au 1^{er} janvier 2010	15.401.895
Situation au 31 décembre 2010	15.082.810

Situation au 1^{er} janvier 2009	26.203.344
Entrée (acquisitions)	-
Entrée (dépenses d'investissement)	47.353
Sortie	-
Situation au 31 décembre 2009	26.250.697

Amortissements cumulés	
Situation au 1^{er} janvier 2009	10.351.324
Reprises	-
Dotations	497.478
Situation au 31 décembre 2009	10.848.802

Valeur comptable nette	
Situation au 1^{er} janvier 2009	15.852.020
Situation au 31 décembre 2009	15.401.895

Les produits locatifs des immeubles de placement donnés en location s'élèvent à 2.365.366 EUR pour l'exercice 2010, contre 2.293.297 EUR un an plus tôt. Les frais d'entretien pour l'exercice 2010 en relation avec les immeubles de placement s'élèvent à 583.821 EUR contre 517.328 EUR un an plus tôt. La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 46.668.512 EUR. La dernière évaluation date de l'exercice 2008.

4.13 Autres actifs

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Débiteurs divers (1)	7.568.671	7.770.458
Autres valeurs à recevoir à court terme (2)	30.300.379	36.989.396
Autres	1.837.058	3.275.713
Total	39.706.108	48.035.566

(1) Principalement des opérations sur titres et coupons

(2) Principalement des opérations sur cartes de crédit et chèques.

4.14 Impôts : Actifs et passifs d'impôts

Alors que l'impôt courant constitue l'impôt exigible, les impôts différés correspondent aux flux d'impôts futurs auxquels l'entreprise pourrait être assujettie en raison du décalage entre la base comptable et la base fiscale.

Pour tenir compte d'une agrégation des actifs et passifs d'impôts différés en 2010, la somme bilantaire 2009 a été adaptée à des fins comparatives. Dans un souci de transparence dans la présentation des postes d'impôts, la Banque a procédé au cours de l'exercice 2010 à un reclassement des actifs et passifs d'impôts différés, enregistrés au compte de résultat au cours des exercices 2008 et 2009, vers la provision d'impôts courants. Les montants reclassés sont de – 4.248.130 EUR pour l'année 2008 et de 3.327.325 EUR pour l'année 2009. Pour l'année 2010, l'ensemble des mouvements d'évaluation latente enregistrés au compte de résultat ont été considérés dans la détermination de la charge d'impôts courants.

Au 31 décembre 2010, la Banque enregistre une créance d'impôts courants de 133.215 EUR et une dette d'impôts courants de 53.190.604 EUR.

En l'absence d'une nouvelle loi fiscale incorporant les normes IFRS, la Banque calcule l'impôt exigible sur base de la variation de l'actif net des postes bilantaires évalués via le compte de résultat.

Au 31 décembre 2010, la Banque enregistre un actif d'impôts différés de 120.849.162 EUR et un passif d'impôts différés de 27.891.554 EUR.

4.14.1 Actifs d'impôts

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Impôts courants	1.145.756	133.215
Impôts différés	200.148.373	120.849.162
Actifs d'impôts	201.294.129	120.982.377

Ventilation des actifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Instruments dérivés - application de la juste valeur	97.918.611	-
Instruments de dettes - application de la juste valeur	47.944.401	106.219.548
Instrument de capitaux - application de la juste valeur	10.449.058	2.689.581
Autres - instruments financiers	6.361.831	-
Fonds de pension - écart actuariel	37.474.472	11.940.033
Actifs d'impôts différés	200.148.373	120.849.162

4.14.2 Passifs d'impôts

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Impôts courants	30.343.674	53.190.604
<i>dont impôt sur le revenu</i>	<i>26.146.537</i>	<i>44.047.586</i>
<i>dont impôt commercial</i>	<i>4.197.137</i>	<i>9.143.018</i>
Impôts différés	149.321.556	27.891.554
Passifs d'impôts	179.665.230	81.082.158

Ventilation des passifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Instruments dérivés - application de la juste valeur	22.653.063	878.053
Instruments de dettes - application de la juste valeur	74.113.587	20.345.874
Instruments de capitaux propres - application de la juste valeur	6.745.042	6.667.627
Autres - instruments financiers	25.810.853	-
Fonds de pension - écart actuariel	19.999.011	-
Passifs d'impôts différés	149.321.556	27.891.554

Le tableau ci-dessous présente une ventilation des mutations des impôts différés actifs et passifs, selon que la variation s'est opérée via les capitaux propres ou via le compte de résultat.

Rubriques	31/12/2009	Mouvements en capitaux propres	Mouvements en compte de résultat	31/12/2010
Impôts différés actifs	200.148.373	-79.475.955	176.745	120.849.163
Impôts différés passifs	-149.321.556	125.580.098	-4.150.096	-27.891.554
Impôts différés actifs / passifs nets	50.826.817	46.104.143	-3.973.351	92.957.608

Rubriques	31/12/2008	Mouvements en capitaux propres	Mouvements en compte de résultat	31/12/2009
Impôts différés actifs	257.903.589	-67.287.574	9.532.357	200.148.373
Impôts différés passifs	-142.818.390	10.256.516	-16.759.682	-149.321.556
Impôts différés actifs / passifs nets	115.085.199	-57.031.057	-7.227.325	50.826.817

4.15 Emissions de titres

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Bons de caisse	549.236.379	149.210.049	698.446.428	430.699.547	326.690.216	757.389.762
Papier commercial	5.045.714.537	-	5.045.714.537	4.664.515.796	-	4.664.515.796
Medium Term Notes et autres émissions	268.718.484	1.701.546.849	1.970.265.333	140.626.769	1.699.720.486	1.840.347.255
Total	5.863.669.400	1.850.756.898	7.714.426.298	5.235.842.111	2.026.410.702	7.262.252.813

dont:

- Emissions subordonnées (en valeur d'émission) - 253.764.302 253.764.302 - 262.535.727 262.535.727

La Banque a émis des EMTN pour un nominal de 865.652.825 EUR au cours de l'année 2010, contre 673.400.803 EUR au cours de l'année précédente.

Nouvelles émissions en	2009	2010
avec échéance < 2 ans	94.556.197	38.250.000
avec échéance entre 2 ans et 5 ans	462.143.626	704.707.479
avec échéance au-delà de 5 ans	116.700.980	122.695.345
Total	673.400.803	865.652.825

dont:

- Emissions subordonnées (en valeur d'émission) - -
- Emissions structurées (en valeur d'émission) 562.400.803 780.652.825

Les principales structures émises en 2010 sont de type « Interest linked ».

Emissions venues à échéance ou remboursées anticipativement pendant l'année 2010, respectivement 2009 :

	2009	2010
Échéances / remboursements	1.389.264.891	1.088.773.837
Total	1.389.264.891	1.088.773.837

dont:

- Emissions subordonnées (en valeur d'émission)	80.000.000	-
- Emissions structurées (en valeur d'émission)	1.273.597.216	1.088.773.837

Au cours de l'exercice 2010, la Banque a procédé au rachat d'émissions propres pour une valeur de 33.175.663 EUR (52.701.332 EUR au cours de l'exercice 2009).

Détail au 31 décembre 2010 des emprunts subordonnés

DESCRIPTION	Taux	Devise d'émission	Nominal émis EUR	Partie assimilée EUR	Partie non-assimilée EUR
Emprunt 1999 - 2014	1,380	EUR	20.000.000	16.000.000	4.000.000
Emprunt 2000 - 2012	6,720	GBP	11.571.396	4.628.558	6.942.837
Emprunt 2000 - 2015	1,428	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2000 - 2020	1,418	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2001 - 2021	1,481	EUR	20.000.000	20.000.000	-
Emprunt 2001 - 2021	1,481	EUR	30.000.000	30.000.000	-
Emprunt 2001 - 2016	2,700	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2002 - 2012	1,337	EUR	5.500.000	2.200.000	3.300.000
Emprunt 2002 - 2012	3,306	EUR	4.500.000	1.800.000	2.700.000
Emprunt 2002 - 2022	1,672	EUR	50.000.000	50.000.000	-
Emprunt 2003 - 2013	0,883	JPY	45.964.332	27.578.599	18.385.733
Total			262.535.727	227.207.157	35.328.570

La charge d'intérêts sur les émissions subordonnées s'élève à 6.396.307 EUR au 31 décembre 2010, contre 10.931.521 EUR au 31 décembre 2009.

4.16 Dépôts évalués au coût amorti – Etablissements de crédit

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Dépôts interbancaires	3.719.112.479	828.000	3.719.940.479	4.013.528.950	-	4.013.528.950
Mise en pension	1.086.673.282	-	1.086.673.282	20.007.000	-	20.007.000
Total	4.805.785.761	828.000	4.806.613.761	4.033.535.950	-	4.033.535.950

La baisse observée à la rubrique des opérations de mise en pension s'explique par le non-renouvellement de contrats venus à échéance.

4.17 Dépôts évalués au coût amorti – Clientèle privée et secteur public

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Clientèle privée	18.932.050.766	210.994.790	19.143.045.556	18.901.714.112	158.023.030	19.059.737.143
- Comptes à vue et à préavis	3.510.946.371	-	3.510.946.371	3.733.575.040	-	3.733.575.040
- Comptes à terme	7.281.594.724	210.994.790	7.492.589.514	5.238.305.858	158.023.030	5.396.328.889
- Epargne	8.137.697.071	-	8.137.697.071	9.929.833.214	-	9.929.833.214
- Mise en pension	1.812.600	-	1.812.600	-	-	-
Secteur public	2.418.651.936	-	2.418.651.936	3.923.577.526	652.129	3.924.229.655
Total	21.350.702.702	210.994.790	21.561.697.492	22.825.291.638	158.675.159	22.983.966.797

4.18 Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies

Principales estimations utilisées dans la détermination des engagements de pension :

Variables	31/12/2009	31/12/2010
Taux d'actualisation pour les personnes actives	5,00%	4,80%
Taux d'actualisation pour les rentiers	3,50%	4,50%
Croissance des salaires (y inclus indexation)	3,50%	3,50%
Croissance des rentes (y inclus indexation)	2,50%	2,50%
Rendement attendu (à partir du 1 ^{er} décembre 2009)	3,00%	3,00%

Dotation nette au fonds de pension renseignée à la rubrique « frais du personnel » au compte de résultat :

Composants	31/12/2009	31/12/2010
Coût des services rendus	3.490.250	3.494.188
Coût financier	12.609.818	11.718.524
Rendement attendu	-689.405	-8.641.138
Total	15.410.663	6.571.574

L'année 2010 correspond au premier exercice complet depuis l'externalisation du fonds de pension au 1^{er} décembre 2009. Dès lors, le rendement attendu pour l'exercice 2010 correspond à 12 mois d'investissement des actifs du fonds, tandis que le rendement attendu pour l'exercice 2009 ne correspondait qu'à un seul mois d'investissement.

Engagements de pension:

	2009	2010
Situation au 1^{er} janvier des engagements	244.713.006	296.053.782
Coût des services rendus	3.490.250	3.494.188
Coût financier	12.609.818	11.718.524
Prestations payées	-9.086.998	-9.867.805
Ecart actuariel	44.327.706	-10.697.629
Situation au 31 décembre des engagements	296.053.782	290.701.061

En ce qui concerne les rentes des agents fonctionnaires, la Banque ne comptabilise les paiements qu'au moment du remboursement à l'Etat qui, dans un premier temps, prend directement en charge le paiement des rentes de ces agents. Ainsi, les « prestations payées » de 9.867.805 EUR comprennent les remboursements à l'Etat des rentes de 2009.

Actifs du plan de pension:

	2009	2010
Situation début période	288.296.408	288.037.842
Paiement de pensions	-302.895	-9.924.956
Contribution	-	7.908.239
Rendement attendu	689.405	8.641.138
Ecart actuariel	-645.076	-5.244.688
Situation au 31 décembre	288.037.842	289.417.575

Engagements nets de pension:

	2009	2010
Engagements de pension	296.053.782	290.701.061
Juste valeur des actifs du plan	-288.037.842	-289.417.575
Engagements non financés	8.015.940,00	1.283.486,00

Au titre de l'exercice 2011, la contribution annuelle estimée de la Banque au fonds de pension est de 8.947.977 EUR.

4.19 Provisions

Mouvements de l'exercice :

	31/12/2009	31/12/2010
Situation au 1^{er} janvier	346.596.615	384.131.724
Dotations	77.701.733	46.255.348
Reprises	-348.420	-478.231
Utilisation	-39.818.204	-518.304
Situation au 31 décembre	384.131.724	429.390.537

Le poste « Provisions » renseigne les provisions prudentielles admises sous le référentiel « Lux-Gaap ». Parmi les provisions prudentielles, nous comptons d'abord la provision AGDL dont le stock s'élève à 229.400.967 EUR au 31.12.2010 (209.900.967 EUR au 31.12.2009). L'AGDL a pour but exclusif de constituer un système de garantie mutuelle afin de dédommager les déposants de banques de droit luxembourgeois dans le cas d'un sinistre. La Banque a doté la provision AGDL d'un montant de 19.500.000 EUR au titre de l'exercice 2010.

Une autre provision à caractère prudentiel est la provision forfaitaire, dont le but est de constituer au fil du temps, et ce de façon anticyclique, des réserves afin de couvrir des risques de crédit imprévisibles (« unexpected losses »). Au titre de l'exercice 2010, la Banque a acté une dotation à hauteur de 26.500.000 EUR à la provision forfaitaire.

En sus des provisions forfaitaires et AGDL, la Banque renseigne un montant de 31.590.991 EUR à la fin de l'exercice 2010, contre 32.032.928 EUR un an plus tôt, au titre des postes spéciaux avec une quote-part de réserves en application des articles 53, 54 et 54 bis de la loi concernant l'impôt sur les revenus (LIR).

4.20 Autres passifs

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Valeurs à payer à court terme (1)	38.953.892	32.634.190
Créanciers privilégiés ou garantis	29.153.431	27.387.738
Total	68.107.323	60.021.928

(1) Les valeurs à payer à court terme représentent principalement des montants à régler par la Banque dans sa qualité de prestataire de services en relation avec les chèques, coupons, titres, virements, etc.

4.21 Transactions avec les parties liées

Les parties liées de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, sont les sociétés consolidées, les sociétés mises en équivalence, les entités étatiques et les principaux dirigeants de la Banque.

4.21.1 Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

	31/12/2009	31/12/2010
Dépôts des filiales auprès de la Banque	54.482.713	53.213.928
Intérêts sur dépôts	491.669	249.110

Aucune dépréciation n'a été enregistrée sur les prêts octroyés à des parties liées.

4.21.2 Entités étatiques

La Banque, instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi organique du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Par ce fait, l'Etat luxembourgeois exerce un contrôle sur la Banque qui doit dès lors se conformer aux dispositions de la norme IAS 24.

Ainsi, la Banque publie les informations suivantes concernant ses relations commerciales avec l'Etat ainsi qu'avec les autres entités étatiques.

en euros	31/12/2009	31/12/2010
ACTIFS (principalement prêts évalués au coût amorti)	2.477.825.179	2.748.463.925

en euros	31/12/2009	31/12/2010
PASSIFS (dépôts évalués au coût amorti)	2.311.542.840	3.700.231.664

4.21.3 Rémunération des organes de direction et d'administration

Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque se ventilent de la façon suivante:

	31/12/2009	31/12/2010
Organe d'administration (9 administrateurs)	113.900	113.000
Organe de direction (5 directeurs)	890.414	904.815
Total	1.004.314	1.017.815

4.21.4 Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	31/12/2009	31/12/2010
Organe d'administration (9 administrateurs)	1.040.026	920.597
Organe de direction (5 directeurs)	931.672	1.485.759
Total	1.971.698	2.406.356

4.22 Honoraires du réviseur d'entreprises agréé

	2009	2010
Contrôle légal des comptes annuels	470.000	470.000
Autres services d'assurance	55.000	72.000
Services fiscaux	22.121	6.700
Autres	72.860	140.689
Total	619.981	689.389

4.23 Eléments de hors bilan**Nature des garanties émises**

	31/12/2009	31/12/2010
Garanties d'achèvement	193.725.669	394.973.633
Lettres de crédit	69.583.684	44.849.753
Contre-garanties	260.716.581	314.130.787
Crédits documentaires	22.851.113	25.984.056
Autres	61.053.942	92.668.597
Total	607.930.989	872.606.827

Engagements

	31/12/2009	31/12/2010
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	4.934.507	5.416.350
Crédits confirmés non utilisés	3.126.409.571	3.120.888.376
Autres	5.217.145	3.934.507
Total	3.136.561.223	3.130.239.233

Gestion d'actifs de tiers

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

5 NOTES AU COMPTE DE RESULTAT ³
(en euros)**5.1 Résultat d'intérêts**

Intérêts perçus et produits assimilés	2009	2010
Avoirs à vue	7.175.685	5.289.763
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	21.529.369	23.613.253
Actifs financiers disponibles à la vente	350.705.865	321.777.812
Créances évaluées au coût amorti - instruments de dettes	37.474.597	30.961.184
Créances évaluées au coût amorti - prêts et créances	482.153.381	358.799.299
Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	61.555.236	98.258.849
Dérivés - comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	921.125.754	205.280.244
Autres actifs	1.315.433	962.638
Total	1.883.035.320	1.044.943.041
Intérêts payés et charges assimilées	2009	2010
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-29.385.993	-14.096.687
Passifs évalués au coût amorti - Dépôts	-310.804.907	-173.794.261
Passifs évalués au coût amorti - Dettes représentées par un titre	-6.992.281	-55.289.247
Passifs évalués au coût amorti - Emprunts subordonnées	-12.052.875	-4.737.086
Dérivés - comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	-1.102.331.346	-418.512.767
Autres passifs	-818.236	-1.151.928
Total	-1.462.385.638	-667.581.976
Résultat d'intérêts	420.649.682	377.361.065
Total des intérêts perçus et produits assimilés sur des instruments fin. qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat	1.861.505.952	1.021.329.788
Total des intérêts payés et charges assimilées sur des instruments fin. qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat	-1.432.999.645	-653.485.289

5.2 Revenus de valeurs mobilières

	2009	2010
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	7.042	477
Actifs financiers disponibles à la vente	28.983.085	26.697.399
Mises en équivalence	12.303.959	11.536.039
Filiales	8.990.339	21.816.922
Revenus de valeurs mobilières	50.284.425	60.050.838

³ D'éventuelles différences mineures entre les chiffres présentés dans les notes aux comptes annuels et ceux des différents états représentent uniquement des différences d'arrondis

5.3 Commissions

Rubriques	2009	2010
Activités de crédit	26.419.485	27.288.674
Fonction de gestion	17.024.478	17.666.875
Activités liées aux fonds d'investissement	7.083.435	6.532.462
Comptes à vue et activités annexes	15.440.118	16.522.821
Autres	6.281.308	5.797.410
Commissions perçues et payées	72.248.824	73.808.242

5.4 Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat

Rubriques	2009	2010
Instruments financiers disponibles à la vente	-2.494.759	1.138.706
Prêts et avances évalués au coût amorti	249.942	242.605
Instruments financiers détenus jusqu'à échéance	136.533	-
Passifs financiers évalués au coût amorti	-	-
Total	-2.108.284	1.381.311

5.5 Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction

Rubriques	2009	2010
Instruments de capital et instruments dérivés associés	1.548.513	2.302.761
Instruments de change et instruments dérivés associés	-904.346	1.818.991
Instruments de taux d'intérêt et instruments dérivés associés	4.333.418	-4.782.924
Dérivés de crédit	14.437.852	-2.776.334
Matières premières et instruments dérivés associés	939.294	1.485.558
Total	20.354.731	-1.951.949

La variation significative de cette rubrique s'explique essentiellement par le résultat de l'évaluation liée aux contrats de dérivés de crédit. En effet, à la fin de l'exercice 2009, les « spreads » de ces contrats s'étaient largement améliorés par rapport à l'exercice 2008. En revanche, ils se sont à nouveau détériorés en 2010, suite à la crise de la dette souveraine.

5.6 Résultat net sur opérations de couverture

	2009	2010
Couverture de juste valeur		
Titres de dette à l'actif couverts par des instruments dérivés	-7.844.866	-68.646
Emissions au passif couvertes par des instruments dérivés	3.376.989	179.731
Crédits couverts par des instruments dérivés	-1.965.997	1.027.204
Dépôts couverts par des instruments dérivés	432.699	5.504
Total	-6.001.175	1.143.792
Résultat d'évaluation sur les instruments couverts	59.925.386	112.747.646
Résultat d'évaluation sur les instruments de couverture	-65.926.561	-111.603.854
Total	-6.001.175	1.143.792

Les opérations de couverture des risques de marché sont hautement efficaces.

5.7 Autres résultats nets d'exploitation

	2009	2010
Autres produits d'exploitation	40.564.148	8.897.217
Autres charges d'exploitation	-38.000.610	-1.110.544
Autres résultats nets d'exploitation	2.563.538	7.786.673

Les postes « Autres produits et charges d'exploitation » comprennent principalement :

- les loyers des immeubles donnés en location et diverses avances des locataires ;
- les remboursements de TVA suite aux décomptes d'exercices antérieurs ;
- les rentrées sur créances amorties.

A titre exceptionnel et en relation avec le restockage de la provision AGDL, un montant de 35.125.584 EUR avait été passé par le biais de ces comptes en 2009.

5.8 Frais de personnel

Rubriques	2009	2010
Rémunérations	135.813.382	139.037.794
Charges sociales	6.762.580	7.554.625
Pensions et dépenses similaires	10.823.512	11.067.960
Dotation au fonds de pension	15.410.663	6.571.574
Autres frais de personnel	3.135.870	3.150.557
Total	171.946.007	167.382.510

La diminution des frais de personnel s'explique essentiellement par le changement de mode de comptabilisation lié à l'externalisation du fonds de pension dans le compartiment BCEE de la CLP.

5.9 Autres frais généraux administratifs

Rubriques	2009	2010
Frais en relation avec les immeubles et le mobilier	16.556.775	16.787.463
Loyers et maintenance des applications informatiques	13.156.779	13.505.701
Dépenses opérationnelles liées à l'activité bancaire	17.987.358	21.886.223
Autres	14.095.183	13.028.334
Total	61.796.095	65.207.722

5.10 Corrections de valeur sur immobilisations corporelles

- Amortissements

Rubriques	2009	2010
Amortissements - constructions	4.667.796	4.927.802
Amortissements - matériel et mobilier	10.771.111	9.050.304
Amortissements sur immobilisations corporelles	15.438.907	13.978.106

- Dépréciations

En 2009 et en 2010, la Banque n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immobilisations corporelles selon la norme IAS 36.

5.11 Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles

- Amortissements

Rubriques	2009	2010
Amortissements	9.898.788	11.484.929
Amortissements sur immobilisations incorporelles	9.898.788	11.484.929

- Dépréciations

En 2009 et 2010, la Banque n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immobilisations incorporelles selon la norme IAS 36.

5.12 Corrections de valeur sur immeubles de placement

- Amortissements

Rubriques	2009	2010
Amortissements	497.478	501.119
Amortissements sur immobilisations corporelles - placement	497.478	501.119

- Dépréciations

En 2009 et 2010, la Banque n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immeubles de placement selon la norme IAS 36.

5.13 Corrections de valeur sur risques de crédit individuels et collectifs

- Dépréciations sur base collective

Dépréciations sur base collective	2009			2010		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Prêts et créances	-1.714.511	221.626	-1.492.884	-2.684.754	1.215.252	-1.469.502
	-1.714.511	221.626	-1.492.884	-2.684.754	1.215.252	-1.469.502

- Dépréciations sur base individuelle

Dépréciations sur base individuelle	2009			2010		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Actifs financiers disponibles à la vente	-44.951.502	6.492.878	-38.458.624	-7.069.940	22.873.469	15.803.529
Prêts et créances	-61.778.134	40.513.095	-21.265.039	-19.802.011	13.996.853	-5.805.158
	-106.729.636	47.005.973	-59.723.663	-26.871.951	36.870.322	9.998.372

	2009	2010
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente dépréciés	1.939.192	762.568
Intérêts sur prêts et créances dépréciés	4.452.760	5.601.271
Total	6.391.952	6.363.839

5.14 Dotations aux provisions

	2009	2010
Dotation à la provision AGDL	-40.145.938	-19.500.000
Dotation à la provision forfaitaire	-	-26.500.000
Dotation aux postes spéciaux avec une quote-part de réserves	-2.081.791	-
Autres	-	478.231
Dotations nettes	-42.227.729	-45.521.769

Nous renvoyons à ce titre aux explications reprises à la note 4.19.

5.15 Charge d'impôt

	2009	2010
Impôt sur le résultat provenant des activités ordinaires	24.694.876	39.575.467
Impôt différé	7.227.325	3.973.351
Impôt sur le résultat de l'exercice	31.922.201	43.548.818

Le taux normal d'imposition applicable au Luxembourg était de 28,59% au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009. Le taux d'imposition effectif de la Banque était de 19,05%, respectivement de 19,03% une année plus tôt, vu la divergence entre la base fiscale luxembourgeoise et la base comptable des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

La différence entre ces deux taux peut s'analyser comme suit :

	2009	2010
Résultat avant impôts et actifs non courants	199.657.615	228.588.364
Taux de taxation	28,59%	28,59%
Impôt théorique au taux normal	57.082.112	65.353.413
Impact fiscal des dépenses non déductibles	655.674	94.010
Impact fiscal des revenus non imposables	-16.009.451	-16.425.735
Bonifications d'impôts et abattements	-4.865.454	-1.749.528
Reprise d'impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	-3.982.639	-1.747.750
Autres	-958.041	-1.975.592
Impôt sur le résultat de l'exercice	31.922.201	43.548.818

6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

6.1 Règles générales de gestion des risques financiers

Traditionnellement, la BCEE a adopté une politique prudente et conservatrice en matière de gestion des risques. Au cours des dernières années, la Banque a accentué ses efforts pour harmoniser davantage les contrôles et évoluer vers un maximum de transparence dans les méthodes de gestion.

6.1.1 Organisation du « Risk Management »

Les banques font face à des risques de nature différente, qu'ils soient financiers, tels le risque de crédit et le risque de marché, ou qu'ils soient opérationnels.

Au sein de la Banque, la responsabilité ultime de l'analyse et de la prise des risques est du domaine du Comité de direction. D'un point de vue organisationnel, la gestion et le contrôle des risques sont délégués au département « Analyse des risques » (Risk Management).

6.1.2 Rôle du Comité de direction

La Direction de la Banque, à travers le Comité de direction, fixe les objectifs de l'activité des entités commerciales, la nature des opérations à réaliser et les limites y relatives, les règles d'organisation et de contrôle interne.

6.1.3 Responsabilité du département « Risk Management »

Le département « Risk Management » (Analyse des risques), qui forme une unité indépendante de toute activité commerciale dans la Banque, est responsable :

- de la mise en place d'un cadre cohérent pour l'analyse des risques financiers, ainsi que l'analyse proprement dite et le suivi permanent de ces risques ;
- de l'approbation ou du rejet des demandes provenant des entités commerciales, et la soumission des dossiers au Comité de direction pour les opérations dont le volume dépasse un seuil fixé par le Comité de direction ;
- du contrôle du respect des limites (crédit, marché, trading) dans lesquelles les entités commerciales doivent opérer.

Le département est composé de deux entités qui sont les services :

- Analyse et Suivi Risque : le service « Analyse et Suivi Risque » (ASR) est chargé de l'analyse et du suivi du risque de crédit, que ce soit au niveau de l'exposition individuelle ou au niveau des différents portefeuilles de la Banque.
- Risk Control : le service « Risk Control » est l'entité qui est chargée de la supervision des activités de la salle des marchés. La description des tâches inclut l'administration et le paramétrage des systèmes utilisés par la salle, de même que la modélisation, l'évaluation des risques et le suivi des limites imposées aux activités de la salle, ainsi que le reporting interne des résultats réalisés par la salle des marchés. Le service « Risk Control » est rattaché au département « Risk Management » et rapporte directement au Comité de direction.

6.1.4 Compliance

Le risque de « compliance », aussi appelé risque de non-conformité, désigne de manière générale le risque de préjudices découlant du fait que les activités ne sont pas exercées conformément aux normes en vigueur.

Le risque de « compliance » est pris en charge par le service « Compliance », qui assure notamment :

- le respect des obligations d'anti-blanchiment avec l'exploitation d'un outil visant à détecter des transactions suspectes,
- de manière générale, le respect de la conformité avec l'environnement réglementaire au niveau de la Banque, avec délégation de certains éléments à d'autres services dont l'« Audit interne »,
- le suivi des réclamations de clients.

6.1.5 Audit Interne

La fonction « Risk Management » fait l'objet de missions régulières et récurrentes par le service « Audit Interne ». Lors de ces missions, l'« Audit Interne » contrôle à la fois l'adéquation et l'application des procédures par le « Risk Management ».

6.1.6 Les systèmes de mesure et de contrôle des limites

6.1.6.1 *Risque de marché*

Le risque de marché désigne le risque de perte de valeur économique d'instruments détenus par la Banque, provoquée par l'évolution défavorable de paramètres de marché.

Dans le cadre de l'évaluation et du suivi du risque de marché, la Banque applique un ensemble de méthodes qui sont :

- le calcul permanent de l'indicateur « Basis Point Value (BPV) » pour les positions à risque de taux détenues pour la salle des marchés. La BPV est une méthode simple et efficace qui permet de quantifier le risque de marché résultant de faibles variations de taux pour les positions détenues. Les « traders » sont tenus d'opérer en permanence dans le cadre des limites de BPV arrêtées par la Direction. Le respect de ces limites est surveillé par le service « Risk Control ».
- la « Value-at-risk (VaR) », pour les positions du « trading book » et du « banking book », afin d'évaluer les montants à risques liés aux positions détenues. Les montants à risque font l'objet de limites arrêtées par la Direction et supervisés par le service « Risk Control ». La VaR constitue une évolution par rapport à des indicateurs plus simples de type BPV, parce qu'elle permet à la fois :
 - d'intégrer les corrélations dans l'évolution des facteurs de risque entre les positions détenues ;
 - d'exprimer la perte potentielle par un seul montant, qui peut être mis en relation avec les fonds propres de la Banque ;
 - de quantifier la probabilité d'occurrence de cette perte ;
 - des stress-tests sur les positions détenues afin d'évaluer l'impact de mouvements de marché inattendus, qui n'est pas correctement capté par la VaR.

6.1.6.2 *Risque de crédit*

Un suivi permanent de la qualité de l'ensemble des débiteurs est mis en place au sein du département « Risk Management ». Cette supervision se base à la fois sur le suivi des ratings internes dont chaque contrepartie dispose et sur une analyse comportementale des engagements détenus. La Direction est informée de manière continue et selon les besoins par le département « Risk Management » sur l'évolution de la qualité des débiteurs. L'évolution de la qualité des débiteurs pour l'ensemble des

portefeuilles fait par ailleurs l'objet d'une analyse trimestrielle détaillée de la part du département « Risk Management » à l'attention de la Direction.

Les positions détenues au niveau de la salle des marchés font l'objet d'un suivi permanent et en temps réel du respect des limites de crédit accordées par la Direction.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de superviser le risque de concentration.

6.1.6.3 Risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments dérivés

La Banque a négocié des contrats-cadres ISDA (« International Swaps and Derivatives Association Inc. ») comprenant des annexes CSA (« Credit Support Annex ») en vue de limiter le risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments dérivés lorsque celles-ci présentent une évaluation « mark-to-market » positive. Fin 2010, environ 90 % du volume des opérations sur instruments dérivés s'inscrivait dans le cadre de tels accords.

6.1.6.4 Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement ECP, USCP et EMTN qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de qualité (rating moyen de AA-) permet à la Banque aussi bien un refinancement auprès de la Banque centrale européenne que dans le marché du repo bilatéral et tripartite. Finalement, l'extension des critères de qualité du collatéral acceptée par la Banque centrale européenne a élargi les possibilités de refinancement auprès de celle-ci.

Afin de répondre à un besoin hypothétique urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit « intraday » et « overnight » auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics, autres titres à revenu fixe et prêts étatiques. A cet effet, la

Banque conserve en permanence un portefeuille d'un minimum de 4.000 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.

La circulaire CSSF 07/301 mentionne explicitement au § II.1. « Identification des risques » le risque de titrisation dont un établissement de crédit est sponsor ou initiateur. La titrisation peut être vue comme une technique utilisable dans la gestion de liquidité puisqu'elle permet de sortir des éléments de l'actif et permet ainsi à une banque de se procurer des fonds. La Banque n'a pas participé en tant qu'initiateur ou sponsor à une telle opération et il n'est pas prévu que la Banque y participe à l'avenir.

6.2 Exposition au risque de crédit

6.2.1 Objectifs et gestion du risque de crédit

Chaque engagement de la Banque donnant lieu à un risque de crédit fait l'objet d'une analyse préalable par le service « Analyse et Suivi Risque (ASR) ».

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, dont les encours sont renseignés sous la rubrique bilantaire « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle », la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du client. A partir d'un seuil défini, les dossiers doivent être ratifiés par le Comité de direction de la Banque. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour plus de la moitié de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de crédit est couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixé des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des limites par secteur et par contrepartie. Grâce à la méthodologie de Bâle II, la Banque peut effectuer un suivi continu des portefeuilles agrégés quant à l'évolution du risque.

Au cours de l'exercice 2010, la Banque n'a pas changé d'approche dans sa politique de gestion des risques de crédit.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, dont les encours sont répartis sur les rubriques bilantaires « Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit », « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle » et « Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à revenu fixe » où la grande majorité des contreparties est constituée d'établissements bancaires et financiers, l'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios

décrivant au mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité des dirigeants et le rating externe.

En ce qui concerne les crédits internationaux à des entités non financières, dont les encours sont répartis sur les rubriques bilantaires « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle » et « Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à revenu fixe », la priorité est accordée aux engagements classés au minimum « Investment Grade » sur des pays de l'OCDE. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à rating inférieur à AA. La salle des marchés est tenue de respecter par instrument de bilan et de hors bilan à la fois la limite de crédit des contreparties et les limites de livraison (« settlement limit » et « daily settlement limit »). Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA, qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan.

Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil.

6.2.2 Risque de crédit et de concentration

Afin d'éviter tout risque de concentration, c'est-à-dire le risque découlant d'expositions trop importantes vis-à-vis d'un débiteur, d'un groupe de débiteurs, d'un secteur économique ou d'un pays, la BCEE s'est dotée de procédures visant à assurer une gestion efficace des limites accordées. Il est possible d'évaluer le risque de concentration non seulement d'un point de vue des engagements, mais également d'un point de vue des ressources de la Banque. Dans ce cas, le risque de concentration pourrait être analysé dans le contexte du risque de liquidité.

La Banque effectue une revue des différents types de limites influant sur les composantes du risque de concentration sur une base au minimum semestrielle.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de contenir le risque de concentration.

La Banque a ainsi investi dans des outils de gestion des risques adaptés aux différents profils de risque et types de financement.

De manière générale, les engagements sont pour la très grande partie concentrés sur des ratings de haut niveau (AAA, AA et A), de façon à limiter l'exposition au risque et à la volatilité. Les segments plus risqués du marché sont systématiquement écartés.

Exposition maximum au risque de crédit	31/12/2009	31/12/2010
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	618.593.103	1.305.028.308
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	7.646.662.526	6.072.632.058
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	13.618.971.120	14.072.353.104
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	130.467.087	112.640.654
Instruments dérivés de couverture	103.103.272	53.414.065
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	11.283.043.418	10.661.088.955
Titres détenus jusqu'à échéance	2.845.872.095	4.373.847.760
Exposition des engagements de bilan	36.246.712.621	36.651.004.903
Garanties d'achèvement	193.725.669	394.973.633
Lettres de crédit	69.583.684	44.849.753
Contre-garanties	260.716.581	314.130.787
Crédits documentaires	22.851.113	25.984.056
Autres	61.053.942	92.668.597
Crédits confirmés non utilisés	3.126.409.571	3.120.888.376
Exposition des engagements de hors bilan	3.734.340.560	3.993.495.203
Total exposition	39.981.053.181	40.644.500.106

La Banque a recours aux techniques classiques en matière de réduction du risque de crédit qui sont :

- les garanties réelles (« collaterals »)

Décomposition par nature des collatéraux	2009	2010
Hypothèques	6.491.816.505	7.550.606.245
Opérations de prise en pension	4.128.515.375	2.397.683.428
Nantissement par des dépôts en espèces resp. par des dépôts de titres	317.869.954	264.743.091

- les garanties personnelles : elles s'élèvent à 372.361.224 EUR fin 2010 contre 1.179.748.654 EUR un an plus tôt .
- les contrats « ISDA – CSA ».

6.2.3 Analyse du risque de crédit sur actifs financiers

La Banque détermine l'exposition au risque de crédit des actifs financiers comme étant la valeur comptable en application des normes IFRS.

Afin de répondre aux exigences de la norme IFRS 7 « Financial instruments : Disclosures », les expositions au risque de crédit au 31 décembre 2010 sont présentées en fonction des notations internes.

Dans la partie « Tableaux quantitatifs des expositions et des concentrations », l'exposition au risque de crédit est renseignée à la valeur comptable avant collatéralisation. L'application d'un taux de collatéralisation constitue une technique de réduction du risque de l'actif sous-jacent.

Le risque de crédit est présenté en fonction des expositions suivantes :

- zone géographique,
- catégorie de contrepartie,
- classe de risque (« notations internes »).

Tableaux renseignant l'exposition par zone géographique :

Zone géographique au 31.12.2010 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australs	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.304.941	-	87	-	-	-	1.305.028
Prêts et avances au coût amorti	20.039.006	10.676	35.893	20.822	-	38.588	20.144.985
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	161.958	-	4.020	15	63	-	166.055
Titres disponibles à la vente	9.679.334	81.005	1.054.724	550.851	239.987	83.010	11.688.912
Titres détenus jusqu'à échéance	3.900.499	-	246.566	152.080	74.703	-	4.373.848
Autres	340.052	-	66	-	-	-	340.119
Total	35.425.790	91.681	1.341.357	723.767	314.753	121.599	38.018.946

Zone géographique au 31.12.2009 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australs	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	618.586	-	7	-	-	-	618.593
Prêts et avances au coût amorti	20.884.915	84.132	85.261	176.574	-	34.751	21.265.634
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	230.026	4	3.480	32	28	-	233.570
Titres disponibles à la vente	9.839.092	244.212	1.349.187	486.246	108.306	199.752	12.226.795
Titres détenus jusqu'à échéance	2.643.765	22.940	66.222	80.518	32.427	-	2.845.872
Autres	291.687	-	-	-	-	-	291.687
Total	34.508.071	351.288	1.504.157	743.370	140.762	234.503	37.482.151

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2010

Tableaux renseignant l'exposition par catégorie de contrepartie et par classe de risque :

	2009			2010		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
Caisse et avoirs auprès des banques centrales						
Souverains						
High grade	618.593.103	618.593.103	-	1.305.028.308	1.305.028.308	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques		618.593.103			1.305.028.308	
Prêts et avances au coût amorti						
Banques						
High grade	5.543.853.886	5.543.853.886	46,26%	4.588.886.908	4.588.886.908	33,49%
Standard grade	2.076.196.477	2.076.196.477	78,04%	2.002.179.402	2.002.179.402	43,00%
Sub-standard grade	-	-	-	5.006.415	5.006.415	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	15.240.525	10.230.588	-	10.166.667	0	-
not rated	-	-	-	4.227.581	4.227.581	-
Corporates						
High grade	1.806.944.874	1.806.944.874	0,11%	506.444.691	506.444.691	-
Standard grade	1.334.812.389	1.334.812.389	2,28%	622.410.030	622.410.030	3,50%
Sub-standard grade	437.147.786	437.147.786	14,54%	452.498.979	452.498.979	9,95%
Past due but not impaired	17.488.725	17.488.725	32,88%	5.222.158	5.222.158	9,95%
Impaired	166.342.654	112.085.012	32,88%	79.712.321	31.885.121	15,19%
not rated	340.963.982	340.963.982	1,25%	163.353.325	163.353.325	1,06%
Souverains						
High grade	1.852.424.012	1.852.424.012	17,95%	2.763.534.015	2.763.534.015	0,27%
Standard grade	10.107.819	10.107.819	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	8.918	8.918	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Retail						
High grade	3.751.019.541	3.751.019.541	87,74%	4.526.410.399	4.526.410.399	81,22%
Standard grade	3.237.733.736	3.237.733.736	81,57%	3.725.924.833	3.725.924.833	91,67%
Sub-standard grade	599.487.295	599.487.295	83,63%	630.233.807	630.233.807	88,31%
Past due but not impaired	11.038.709	11.038.709	83,63%	4.794.896	4.794.896	88,31%
Impaired	138.418.024	116.683.077	87,74%	128.879.546	109.860.919	73,99%
not rated	-	-	-	-	-	-
Autres						
High grade	-	-	-	-	-	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	7.415.740	7.415.740	-	2.102.765	2.102.765	-
Total Rubriques		21.265.633.646	-		20.144.985.162	-

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2010

	2009			2010		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
Instruments financiers detenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture						
Banques						
High grade	190.434.965	190.434.965	12,80%	134.803.620	134.803.620	19,86%
Standard grade	33.415.785	33.415.785	33,82%	22.622.828	22.622.828	45,69%
Sub-standard grade	3.182.466	3.182.466	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	6.537.144	6.537.144	-	113.086	113.086	-
Corporates						
High grade	-	-	-	-	-	-
Standard grade	-	-	-	4.360.177	4.360.177	-
Sub-standard grade	-	-	-	373.229	373.229	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	1.890.080	1.890.080	-
Souverains						
High grade	-	-	-	1.891.699	1.891.699	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques		233.570.360			166.054.719	
Titres disponibles à la vente						
Banques						
High grade	3.755.247.549	3.755.247.549	-	4.080.983.244	4.080.983.244	-
Standard grade	1.495.531.582	1.495.531.582	-	1.372.175.182	1.372.175.182	-
Sub-standard grade	-	-	-	29.093.609	29.093.609	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	103.700.349	54.718.128	-	13.170.326	1.205.646	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Corporates						
High grade	1.210.022.671	1.210.022.671	-	430.885.993	430.885.993	-
Standard grade	1.015.340.402	1.015.340.402	-	1.472.670.229	1.472.670.229	-
Sub-standard grade	42.878.327	42.878.327	-	47.515.927	47.515.927	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	9.017.132	4.508.566	-	10.360.916	502.193	-
not rated	-	-	-	123.172.601	123.172.601	-

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2010

	2009			2010		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
Titres disponibles à la vente (suite)						
Souverains						
High grade	2.665.407.410	2.665.407.410	-	3.114.366.766	3.114.366.766	-
Standard grade	231.928.126	231.928.126	-	278.522.237	278.522.237	-
Sub-standard grade	4.412.314	4.412.314	-	89.696.916	89.696.916	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Titrisation						
High grade	82.616.467	82.616.467	-	598.075.817	598.075.817	-
Standard grade	708.921.466	708.921.466	-	25.675.062	25.675.062	-
Sub-standard grade	35.637.407	35.637.407	-	7.699.666	7.699.666	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	160.902.154	88.687.288	-	70.381.487	14.899.715	-
not rated	829.683.118	829.683.118	-	-	-	-
Autres						
High grade	1.254.185	1.254.185	-	1.771.179	1.771.179	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques		12.226.795.006			11.688.911.982	
Titres détenus jusqu'à l'échéance						
Banques						
High grade	1.306.347.823	1.306.347.823	-	2.510.772.939	2.510.772.939	-
Standard grade	615.010.190	615.010.190	-	1.018.965.475	1.018.965.475	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Corporates						
High grade	244.698.724	244.698.724	-	80.649.566	80.649.566	-
Standard grade	32.190.495	32.190.495	-	5.287.453	5.287.453	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	25.430.159	25.430.159	-	-	-	-

	2009			2010		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
Titres détenus jusqu'à l'échéance (suite)						
Souverains						
High grade	622.194.703	622.194.703	-	715.869.881	715.869.881	-
Standard grade	-	-	-	42.302.444	42.302.444	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques		2.845.872.094			4.373.847.759	
Actifs non financiers (*)	291.686.600	291.686.600	-	340.118.530	340.118.530	-
Total Rubriques		291.686.600	-		340.118.530	-
Total		37.482.150.810	-		38.018.946.459	-

(*) La rubrique « Actifs non financiers » représente les rubriques « Immobilisations corporelles à usage propre », « Immobilisations corporelles de placement », « Immobilisations incorporelles », « Impôts courants », « Impôts différés » et « Autres actifs ».

La Banque renseigne sous la rubrique « Prêts et avances au coût amorti », clientèles « Retail » et « Corporates » à la ligne « Past due but not impaired », les coûts amortis dont l'échéance contractuelle de paiement est dépassée de 1 à 90 jours. Au-delà de cette limite, une dépréciation est actée, si la Banque l'estime opportune en accord avec sa politique comptable décrite à la partie 3. A la rubrique « Titres disponibles à la vente », la Banque ne connaît pas de catégorie « Past due but not impaired » mais utilise les « indications objectives de dépréciation » pour déterminer les corrections de valeurs individuelles à acter.

L'indication du taux de collatéralisation moyen traduit le degré de couverture moyen des encours par des garanties réelles.

Une indication par rubrique concernant la dépréciation est fournie par les colonnes « encours hors impairment » et « encours avec impairment ».

Banques, Corporates et Souverains :

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond, à titre d'exemple, aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade : de AAA à A⁺

Standard grade : de A à BBB⁻

Sub-Standard grade : de BB⁺ à BB⁻

Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (rating interne) est inférieure ou égale au rating B⁺.

Titrisations :

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond, à titre d'exemple, aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade : de AAA à A⁺

Standard grade : de A à BBB⁻

Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (rating interne) est inférieure ou égale au rating BB⁺.

6.3 Risque de marché

6.3.1 Détermination des expositions au risque

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

6.3.2 Objectifs et gestion des risques

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie et aux opérations de transaction (« trading »).

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (« Asset Liability Management »), qui assure d'une part l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés, et, d'autre part, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de service.

Toutes les autres composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du « trading » en instruments du bilan et du hors bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système « front-office » et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Ce dernier est informé régulièrement du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus par le service « Risk Control » en tant qu'unité indépendante de la salle des marchés.

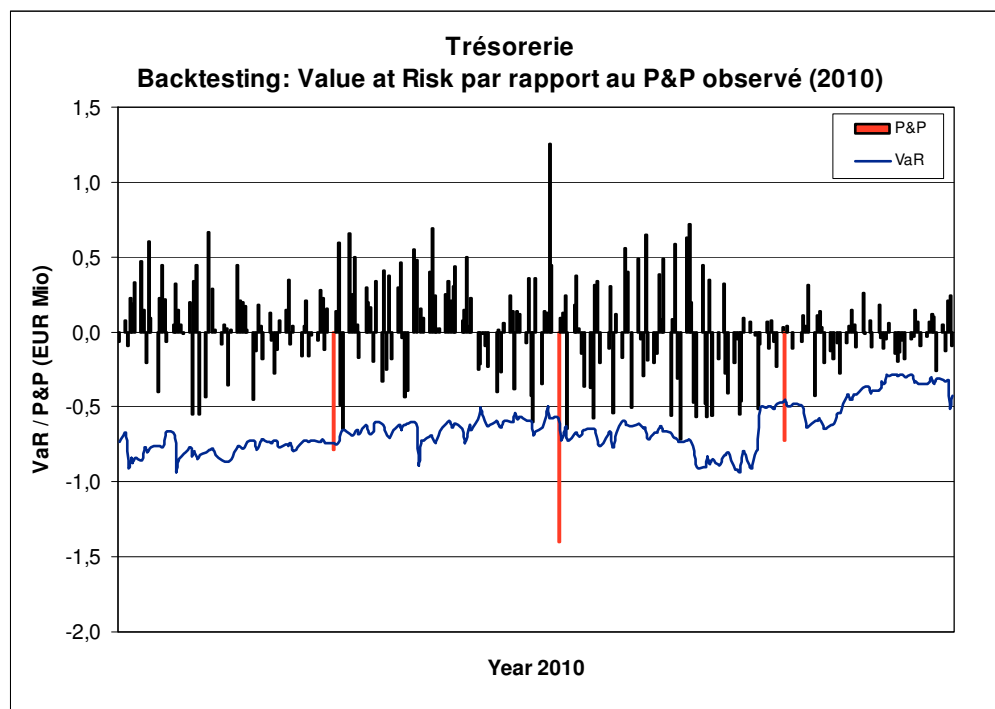
Au cours de l'année 2010, la Banque n'a pas changé d'approche dans sa politique de gestion des risques de marché.

Les niveaux de risque sont principalement surveillés moyennant l'indicateur linéaire « Value at Risk » (VaR). La Banque calcule la VaR sur base de la méthodologie dite de simulation historique. Les activités de « trading » et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

Sur une base journalière, la VaR est évaluée pour l'ensemble des portefeuilles à risque de marché (« trading », trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période d'un jour avec un seuil de confiance de 99%. Les séries temporelles couvrent une année entière, ce qui correspond pour l'année 2010 à un total de 254 observations (259 observations en 2009).

L'efficacité des calculs de VaR est contrôlée de manière « ex-post » dans le cadre d'un « back-testing » pour lequel les prédictions faites par la VaR sont comparées aux variations de valeur effectivement constatées. Le graphique suivant montre l'évolution de la VaR et du « back-testing » pour la Trésorerie de la Banque durant l'année 2010. En moyenne, la VaR était de 0,65 millions d'euros (1,26 million d'euros en 2009). Pour le seul portefeuille de « trading », la VaR était de 81.500 euros en moyenne au courant de 2010 (101.000 euros en 2009).

Le résultat négatif de la Trésorerie ne devrait pas dépasser le montant de la VaR en moyenne plus d'un jour sur cent. Pour l'année 2010, nous avons observé 3 dépassements de la VaR pour la Trésorerie contre aucun dépassement observé pour l'exercice précédent.



En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et « stop-loss ».

6.3.3 Analyse de la juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous présente la comparaison par rubrique des valeurs comptables et des justes valeurs des instruments financiers de la Banque renseignées dans les comptes annuels.

Rubriques au 31/12/2010	Valeur comptable	Juste valeur	Evaluation latente
Actifs financiers			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.305.028.308	1.305.028.308	-
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	6.072.632.058	6.072.632.058	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	14.072.353.104	14.382.898.125	310.545.021
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	112.640.654	112.640.654	-
Instruments dérivés de couverture	53.414.065	53.414.065	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	10.661.088.955	10.661.088.955	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	791.518.490	791.518.490	-
Titres détenus jusqu'à échéance	4.373.847.760	4.345.183.892	-28.663.868
TOTAL	37.442.523.393	37.724.404.547	281.881.153
Passifs financiers			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.033.535.950	4.033.535.950	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	22.983.966.798	23.052.876.109	68.909.311
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	129.467.862	129.467.862	-
Instruments dérivés de couverture	597.643.298	597.643.298	-
Emission de titres	7.262.252.813	7.262.252.813	-
TOTAL	35.006.866.721	35.075.776.032	68.909.311
Rubriques au 31/12/2009	Valeur comptable	Juste valeur	Evaluation latente
Actifs financiers			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	618.593.103	618.593.103	-
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	7.646.662.526	7.646.662.526	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	13.618.971.120	14.617.671.963	998.700.843
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	130.467.087	130.467.087	-
Instruments dérivés de couverture	103.103.272	103.103.272	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	11.283.043.418	11.283.043.418	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	712.152.526	712.152.526	-
Titres détenus jusqu'à échéance	2.845.872.095	2.900.004.999	54.132.904
TOTAL	36.958.865.147	38.011.698.894	1.052.833.747
Passifs financiers			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.806.613.760	4.806.613.760	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	21.561.697.492	21.590.430.866	28.733.374
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	81.905.268	81.905.268	-
Instruments dérivés de couverture	463.219.908	463.219.908	-
Emission de titres	7.714.426.298	7.714.426.298	-
TOTAL	34.627.862.726	34.656.596.100	28.733.374

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les comptes annuels est déterminée suivant les méthodes et estimations exposées ci-après.

Actifs et passifs évalués au coût amorti au bilan et ayant une valeur proche de la valeur comptable

En ce qui concerne les actifs et les passifs financiers dont la date de maturité est inférieure ou égale à 6 mois, nous estimons que leur valeur est très proche de la valeur comptable. La politique prudente de la BCEE et la proximité de l'échéance rendent le risque de crédit non matériel. La faible duration résiduelle rend par ailleurs le risque de taux négligeable.

De même, les actifs systématiquement collatéralisés ont une valeur très proche de la valeur comptable, le risque de crédit étant couvert. Il s'agit pour l'essentiel des opérations de « repo », prêts sécurisés et crédits d'équipement.

Actifs financiers évalués au coût amorti au bilan et dont la valeur est différente de la valeur comptable

Les actifs et passifs financiers envers la clientèle ainsi que les valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à échéance sont renseignés au coût amorti au bilan.

Pour les besoins du calcul de la juste valeur, la Banque distingue entre instrument cotant sur un marché et instrument de gré à gré.

Dans le cas des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des titres détenus jusqu'à échéance, il s'agit d'obligations étatiques, respectivement supranationales, pour lesquelles on trouve des cotations sur un marché actif.

En ce qui concerne les actifs et passifs financiers envers la clientèle, la Banque calcule la juste valeur par la méthode des flux de trésorerie actualisés (« Discounted cash flow ») en se basant

- a. sur des données de risque de crédit telles que la classe de risque à laquelle appartient le client, la probabilité de défaut ainsi que la perte en cas de défaut. Ces critères ont été établis à partir d'observations historiques de défauts réalisés et permettent de déterminer des primes de risque de crédit (« credit spreads ») par classe de risque, par échéance et par type d'instrument financier.
- b. sur une courbe de taux de référence.

Hierarchisation des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur

La Banque utilise pour la détermination des justes valeurs des techniques d'évaluations basées sur des données de marchés observables et non observables :

- les données observables reflètent les variations de marché obtenues de sources indépendantes et reflétant des transactions réelles (p.ex. un taux swap de 3 ans) ;
- les données non observables reflètent les estimations et les hypothèses internes relatives aux variations de marché adoptées par la Banque, comme par exemple une estimation de l'échéancier de remboursement d'un titre « Mortgaged-backed Securities » (MBS).

Suivant la nature des données observables et non observables, une hiérarchisation des justes valeurs a été mise en place :

- Juste valeur de niveau 1 : essentiellement des cotations issues de marchés actifs d'instruments financiers identiques. Ce niveau renseigne des titres de participations et des instruments de dettes cotés sur des bourses, ainsi que des instruments dérivés échangés sur des marchés organisés.
- Juste valeur de niveau 2 : données entrantes, autres que des cotations du niveau 1, directement observables pour les instruments financiers, tel un prix, ou indirectement observables, c-à-d. déduites de prix observables, telle la volatilité implicite d'une action déduite du prix observé de contrats d'option sur cette même action. Ce niveau comprend la majeure partie des instruments dérivés échangés de gré à gré et des instruments de dettes structurés émis. A l'origine de ces données entrantes, comme par exemple les courbes de taux « EURIBOR » ou les « spreads » de crédit, se trouvent des fournisseurs spécialisés dans le domaine des informations financières.
- Juste valeur de niveau 3 : les données en entrée des modèles de détermination de la juste valeur de niveau 3 sont principalement des données qui ne sont pas directement observables sur un marché. Ce niveau comprend certains instruments de capitaux propres ou de titres de dette pour lesquels la plupart des paramètres utilisés dans les modèles d'évaluation sont basés sur des estimations et hypothèses internes.

Pour déterminer cette hiérarchisation, la Banque a passé en revue l'ensemble de ses instruments financiers évalués à la juste valeur, afin d'évaluer l'importance des données observables, soit directement, soit indirectement sur les marchés.

Parmi les données de marché observables figurent :

- courbes de « credit spreads » déterminées à partir des prix des contrats « Credit default swaps » (CDS) ;
- taux d'intérêts interbancaires ou taux swap ;
- cours de change des devises ;
- indices boursiers ;
- « credit spreads » des différentes contreparties.

Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur :

Rubriques au 31 décembre 2010	niveau 1	niveau 2	niveau 3	total
Actifs financiers				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
- Instruments de dettes	4.402.094	1.076.401	1.456.892	6.935.387
- Instruments de capitaux propres	14.710	-	-	14.710
- Instruments dérivés	-	105.690.556	-	105.690.556
Actifs financiers disponibles à la vente				
- Instruments de dettes	7.722.628.137	2.575.149.749	363.311.069	10.661.088.955
- Instruments de capitaux propres	642.211.041	129.807.940	255.804.047	1.027.823.028
Instruments dérivés de couverture	2.266.030	50.025.193	1.122.841	53.414.064
TOTAL	8.371.522.012	2.861.749.839	621.694.849	11.854.966.700
Passifs financiers				
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	171.950	-	-	171.950
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	-	129.295.912	-	129.295.912
Emission de titres	-	1.479.663.087	360.684.168	1.840.347.255
Instruments dérivés de couverture	334.019.356	263.419.386	204.557	597.643.299
TOTAL	334.191.306	1.872.378.385	360.888.725	2.567.458.416

Rubriques au 31 décembre 2009	niveau 1	niveau 2	niveau 3	total
Actifs financiers				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
- Instruments de dettes	3.932.836	788.494	-	4.721.330
- Instruments de capitaux propres	258.735	-	-	258.735
- Instruments dérivés	-	125.487.023	-	125.487.023
Actifs financiers disponibles à la vente				
- Instruments de dettes	7.219.449.982	3.566.708.728	496.884.708	11.283.043.418
- Instruments de capitaux propres	549.981.648	134.714.885	259.055.054	943.751.587
Instruments dérivés de couverture	1.470.939	100.551.653	1.080.680	103.103.272
TOTAL	7.775.094.140	3.928.250.784	757.020.443	12.460.365.366
Passifs financiers				
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	293.806	-	-	293.806
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	-	81.611.463	-	81.611.463
Emission de titres	-	1.785.642.808	185.299.120	1.970.941.928
Instruments dérivés de couverture	254.935.972	208.032.343	251.593	463.219.908
TOTAL	255.229.778	2.075.286.614	185.550.713	2.516.067.105

Les transferts les plus importants dans le tableau ci-dessus s'expliquent en grande partie par la continuation de la reprise des marchés financiers entamée au courant de l'année 2009. En effet, bon nombre d'instruments de dettes étaient classés fin 2009 dans le niveau 2, voire même 3, ceci suite à l'impossibilité de trouver un marché actif pour déterminer leur juste valeur. La Banque a eu recours à des modèles d'évaluation se basant sur des données de marché pour déterminer la juste valeur des positions classées au niveau 2 et des modèles d'évaluation se basant sur des estimations et des données de marché pour déterminer la juste valeur des positions classées au niveau 3. Les transferts les plus importants ont eu lieu pour les instruments de dettes du type « Asset backed securities (ABS) » et « Mortgaged backed securities (MBS) » du niveau 3 vers le niveau 2 et des niveaux 2 et 3 vers le niveau 1.

Pour les émissions de la Banque évaluées à la juste valeur, la part du niveau 3 est passée de 9,4 % en 2009 à 19,6% en 2010 et ceci principalement en raison des émissions nouvelles ainsi qu'à des reclassements du niveau 2 vers le niveau 3.

Détails du niveau 3 :

	Actifs financiers disponibles à la vente			Total actifs financiers	Passifs financiers		Total passifs financiers
	Instruments de dettes	Instruments de capitaux propres	Instruments dérivés de couverture		Emission de titres	Instruments dérivés de couverture	
Total au 1^{er} janvier 2010	496.884.708	259.055.054	1.080.681	757.020.443	185.299.120	251.593	185.550.713
Total gains / pertes	8.106.007	9.675.966	42.160	17.824.133	-55.995	-47.036	-103.031
- <i>Compte de résultat</i>	35.976	-	42.160	78.136	-21.753	-47.036	-68.789
- <i>Réserve de réévaluation</i>	8.070.031	9.675.966	-	17.745.997	-34.242	-	-34.242
Achats	16.531.352	8.256.861	-	24.788.213	-	-	-
Emissions	-	-	-	-	73.885.286	-	73.885.286
Remboursements/ventes	-82.000.102	-17.541.077	-	-99.541.179	-54.324.020	-	-54.324.020
Transferts de ou vers le niveau 3	-74.754.004	-3.642.759	-	-78.396.763	155.879.777	-	155.879.777
Total au 31 décembre 2010	364.767.961	255.804.046	1.122.841	621.694.847	360.684.168	204.557	360.888.725
Total gains / pertes pour la période inclus dans le compte de résultats pour les actifs et passifs financiers détenus au 31 décembre 2010	35.976	-	42.160	78.136	-21.753	-47.036	-68.789

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2010

	Actifs financiers disponibles à la vente			Total actifs financiers	Passifs financiers		Total passifs financiers
	Instruments de dettes	Instruments de capitaux propres	Instruments dérivés de couverture		Emission de titres	Instruments dérivés de couverture	
Total au 1^{er} janvier 2009	1.035.967.635	265.199.705	13.011	1.301.180.351	205.925.720	862.747	206.788.467
Total gains / pertes	9.014.913	-3.268.304	1.067.670	6.814.279	851.244	-611.154	240.090
- <i>Compte de résultat</i>	36.139.066	-1.882.232	1.067.670	35.324.504	851.244	-611.154	240.090
- <i>Réserve de réévaluation</i>	-27.124.153	-1.386.072		-28.510.225			
Achats	5.112.394	6.254.151	-	11.366.545	-	-	-
Emissions					66.075.172	-	66.075.172
Remboursements/ventes	-98.263.746	-9.130.498	-	-107.394.244	-73.053.016	-	-73.053.016
Transferts de ou vers le niveau 3	-454.946.488	-	-	-454.946.488	-14.500.000	-	-14.500.000
Total au 31 décembre 2009	496.884.708	259.055.054	1.080.681	757.020.443	185.299.120	251.593	185.550.713
Total gains / pertes pour la période inclus dans le compte de résultats pour les actifs et passifs financiers détenus au 31 décembre 2009	-	1.882.232	1.080.681	2.962.913	-824.251	-251.593	-1.075.844

Les ajustements structurels sur les marchés financiers en 2010 ont montré une bonne résistance de la Banque aux fluctuations de la juste valeur des instruments financiers. La Banque effectue des « stress tests » pour les différentes classes d'instruments financiers, sans pour autant y procéder de façon dédiée pour les instruments classés au niveau 3. Les « stress tests » font l'objet d'un reporting mensuel à la Direction de la Banque. Une analyse de sensibilité sur les hypothèses retenues pour les évaluations des instruments financiers classés au niveau 3 dégagerait un impact relatif significatif sur la juste valeur des instruments y renseignés, qui, cependant, ne représentent que 5% du volume total des actifs financiers et 14% des passifs financiers évalués à la juste valeur. Au vu de cette fraction faible dans le volume total des actifs et passifs financiers et considérant qu'il est illogique de faire varier les hypothèses de manière linéaire pour des instruments à caractéristiques hétérogènes, la Banque n'a pas procédé à une telle analyse spécifique de sensibilité pour les instruments classés au niveau 3.

6.3.4 Analyse du risque de change : Positions nettes en devises

Au 31/12/2010	USD	GBP	ZAR	Autres	Total
Position nette au bilan	27.299.039	-11.728.504	-14.352.587	-10.698	1.207.250

Au 31/12/2009	USD	GBP	Autres	Total
Position nette au bilan	2.224.209	-4.076.682	-31.481	-1.883.955

Seules les devises dont la contrevaletur de la position de change nette est supérieure à 2 millions d'euros en valeur absolue ont été renseignées séparément.

6.4 Risque de liquidité

6.4.1 Echéanciers du passif

Tableaux renseignant les passifs du bilan en fonction de la durée résiduelle restant à courir jusqu'au remboursement des passifs (données contractuelles)

Les comptes courants et les comptes d'épargne sont considérés comme étant à vue.

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2010
Emissions de titres	4.278.840.598	1.011.295.344	5.290.135.941	1.541.640.939	576.152.854	2.117.793.793	7.407.929.734
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	3.653.120.972	377.651.999	4.030.772.971	4.400.075	-	4.400.075	4.035.173.046
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	21.156.987.411	1.565.189.154	22.722.176.565	240.697.527	35.292.367	275.989.894	22.998.166.458
Total	29.088.948.980	2.954.136.496	32.043.085.477	1.786.738.541	611.445.221	2.398.183.762	34.441.269.239

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2009
Emissions de titres	4.991.794.607	635.716.443	5.627.511.050	1.529.170.454	748.577.512	2.277.747.966	7.905.259.016
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.405.995.442	401.761.202	4.807.756.645	2.168	1.096.927	1.099.096	4.808.855.740
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	20.059.604.491	1.241.029.882	21.300.634.373	222.524.881	42.600.247	265.125.128	21.565.759.501
Total	29.457.394.541	2.278.507.527	31.735.902.068	1.751.697.503	792.274.686	2.543.972.189	34.279.874.257

Tableau renseignant les dépôts de la clientèle et du secteur public en fonction des échéances
« attendues » déterminées dans le cadre de la politique de gestion actifs-passifs

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2010
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	10.270.843.061	3.290.556.744	13.561.399.805	5.390.545.521	4.022.281.337	9.412.826.858	22.974.226.663

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2009
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	9.762.425.655	3.206.296.523	12.968.722.178	7.450.637.293	1.095.924.230	8.546.561.523	21.515.283.701

6.4.2 Echancier des instruments dérivés

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en brut

Etant donné que les durées résiduelles sont calculées à partir des données contractuelles, il n'a pas été tenu compte du caractère optionnel de certains contrats.

Les montants sont exprimés en contrevaletur EUR au cours du 31 décembre 2010.

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2010
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
Swaps de change et change à terme					
Entrées	9.381.788.872	691.175.678	41.954.817	-	10.114.919.367
Sorties	-9.396.351.742	-691.495.220	-42.119.879	-	-10.129.966.841
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
CCIS					
Entrées	42.321.540	62.922.743	330.869.757	104.244.255	540.358.295
Sorties	-47.297.213	-98.037.706	-478.157.056	-91.977.951	-715.469.926
Total des entrées	9.424.110.412	754.098.421	372.824.574	104.244.255	10.655.277.662
Total des sorties	-9.443.648.955	-789.532.926	-520.276.935	-91.977.951	-10.845.436.767

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2009
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
Swaps de change et change à terme					
Entrées	8.154.128.076	585.459.860	54.893.270	-	8.794.481.206
Sorties	-8.124.943.532	-575.793.440	-55.579.148	-	-8.756.316.120
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
CCIS					
Entrées	37.322.815	75.109.388	176.931.819	254.046.827	543.410.850
Sorties	-40.627.147	-83.304.381	-186.646.075	-228.417.381	-538.994.985
Total des entrées	8.191.450.891	660.569.248	231.825.089	254.046.827	9.337.892.055
Total des sorties	-8.165.570.679	-659.097.821	-242.225.223	-228.417.381	-9.295.311.104

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en net :

Les passifs nets de flux de trésorerie provenant d'instruments dérivés dont le règlement se fait en net se présentent de la manière suivante :

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2010
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>IRS</u>	344.584	2.348.759	10.013.938	19.803.961	32.511.242
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>IRS</u>	67.006.056	107.839.409	560.089.892	229.527.976	964.463.333
Total des sorties	67.350.640	110.188.168	570.103.830	249.331.937	996.974.575

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2009
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>IRS</u>	10.028.638	13.643.723	41.284.672	15.062.358	80.019.391
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>IRS</u>	96.382.155	160.945.129	791.086.981	416.617.747	1.465.032.012
Total des sorties	106.410.793	174.588.852	832.371.653	431.680.105	1.545.051.403

6.5 Le capital économique

La Banque s'est engagée dans un processus de mesure économique du risque et de planification de l'allocation sur les différents métiers de ses ressources en fonds propres.

Ces réflexions et ces travaux ont été formalisés et transmis à la CSSF dans le cadre du rapport ICAAP. La circulaire CSSF 07/301 ICAAP « Internal Capital Adequacy Assessment Process » prévoit la mise en place d'« un ensemble de stratégies et de processus sains, efficaces et exhaustifs qui permettent aux établissements d'évaluer et de conserver en permanence le montant, le type et la répartition des fonds propres internes qu'ils jugent appropriés pour couvrir la nature et le niveau des risques auxquels ils sont ou pourraient être exposés ».

Le document ICAAP précise l'identification et les processus de gestion des différents risques auxquels est exposée la Banque, que ce soient ceux repris par le pilier I des accords de Bâle II ou d'autres risques (liquidité, rentabilité, etc...).

Les méthodes de quantification économique des différents risques reposent sur des ajustements et des compléments aux méthodes réglementaires ainsi que sur la valorisation de risques non considérés par le pilier 1.

La politique des fonds propres de la Banque se décline à partir de la mission définie dans ses statuts : « contribuer au développement de l'économie luxembourgeoise ». En conséquence, la BCEE a pour objectif de garder un levier modéré qui se traduit par un ratio de capitalisation cible élevé. En outre, les ressources en fonds propres sont prioritairement affectées aux activités sur le marché national.

6.5.1 Politique des fonds propres

6.5.1.1 Détermination des fonds propres

La Banque a pour mission de contribuer au développement de l'économie luxembourgeoise tout en veillant à générer une rentabilité suffisante pour renforcer sa solidité financière.

Dans le cadre du modèle de capital économique de la BCEE, la détermination des fonds propres se fait, par opposition aux fonds propres réglementaires, sur base d'une approche économique. Le principe de base retenu par la Banque pour les fonds propres économiques est une approche très prudente qui consiste à considérer comme fonds propres économiques uniquement les fonds dont la Banque peut disposer immédiatement et sans restriction pour couvrir des pertes éventuelles, voire développer ses activités.

6.5.1.2 Processus de mise en œuvre de la politique en matière d'adéquation des fonds propres internes

Pour mettre en œuvre sa politique d'adéquation des fonds propres internes, la Banque adopte la démarche suivante :

- Développement d'un modèle d'évaluation interne des différents risques (risques du pilier I de Bâle II complétés par des risques non couverts par le pilier I) ;

- Détermination d'une marge de sécurité importante entre les fonds propres disponibles et la couverture du risque, se matérialisant par un ratio de capitalisation cible élevé. A noter que la Banque a respecté tout au long de l'année 2010 les exigences de fonds propres réglementaires prévues par le pilier 1 de Bâle II ;
- Répartition des fonds propres suivant l'organisation interne de la Banque et les prévisions de résultats de la Banque ;
- Etablissement de prévisions sur l'exposition au risque par activité (maximum risque économique, risque réglementaire) ;
- Calcul du montant prévisionnel des fonds propres nécessaires à la couverture des risques ;
- Lorsque le ratio minimum est atteint, allocation du capital excédentaire selon les orientations stratégiques de la Banque.

En ce qui concerne la gouvernance interne, le rapport ICAAP 2010 a été présenté au Conseil d'administration de la Banque qui a validé les orientations prises par la Banque en matière d'ICAAP. Conformément à la circulaire ICAAP, le Conseil d'administration sera informé au moins annuellement, voire plus souvent en cas de besoin ou d'évolution méthodologique majeure.

ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique « le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi ».

La situation présentée ci-dessous correspond au 31 décembre 2010 :

CONSEIL D'ADMINISTRATION

<i>PRESIDENT</i>	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances
<i>VICE-PRESIDENT</i>	M. Patrick GILLEN	Directeur du Contrôle Financier, Ministère des Finances
<i>ADMINISTRATEURS</i>	M. Georges DENNEWALD	Représentant du personnel
	M. Paul ENSCH	Directeur, Chambre des Métiers
	Mme Elisabeth MANNES-KIEFFER	Premier Conseiller de Gouvernement, Ministère de l'Economie
	Mme Patrizia LUCHETTA	Attaché de Gouvernement, Ministère de l'Economie
	M. Nico RAMPONI	Représentant du personnel
	Mme Betty SANDT	Attaché de Gouvernement 1 ^{er} en rang, Ministère des Finances
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller économique à la Chambre des Salariés

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Georges HEINRICH	Directeur du Trésor, Ministère des Finances
---------------------	---

COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT

M. Jean-Claude FINCK Directeur Général

MEMBRES

M. Michel BIREL Directeur Général adjoint

M. Gilbert ERNST Directeur

M. Guy ROSSELJONG Directeur

Mme Françoise THOMA Directeur

REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

PricewaterhouseCoopers S.à r.l. Luxembourg

Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 16 mars 2011.

Luxembourg, le 16 mars 2011

Pour le Conseil d'administration

Victor Rod
Président